



VERS LA FIN DU RÈGNE DES CONSERVATEURS ?

COMMENT RECONSTRUIRE LA DROITE BRITANNIQUE ?

Par Pierre CLAIRE, Directeur adjoint des Etudes du Millénaire
Matthieu HOCQUE, Directeur adjoint des Etudes du Millénaire



AVANT-PROPOS

Les conservateurs n'ont jamais été aussi bas dans les sondages et **Rishi Sunak est le Premier ministre le plus impopulaire de l'après-guerre derrière Liz Truss.**

Pourtant, le Premier ministre a demandé la dissolution du Parlement pour convoquer des élections générales le 4 juillet 2024 qu'il devrait logiquement perdre. Seulement, **une victoire des travaillistes irait à rebours de la Révolution menée par Boris Johnson qui avait permis au Royaume-Uni de redevenir un acteur stratégique sur le plan international**, tant ils rêvent de déconstruire l'héritage de l'ancien pensionnaire du 10 Downing Street. Une défaite des Conservateurs serait l'occasion de faire un examen de conscience sur la ligne du parti aujourd'hui tiraillée entre une aile centriste et une aile dure toujours plus proche du parti qui monte : Reform UK.

En effet, Rishi Sunak ne maîtrise pas sa majorité parlementaire ce qui l'empêche d'obtenir des résultats pour les Britanniques. Sur ce point, il peut remercier sa prédécesseuse qui a laissé le pays ingouvernable. La majorité des 344 députés Tories est fragmentée et polarisée. D'une part, **elle est fragmentée en 3 blocs : un bloc centriste de 150 députés, dont une soixantaine proche de Liz Truss ; un bloc de droite dure d'environ 60 députés incarnés par l'ex-ministre de l'Intérieur Suella Braverman ; et un ventre mou d'environ 120 députés qui fluctuent selon les sujets.** D'autre part, elle est polarisée entre des points de vue irréconciliables. Les premiers sont partisans de l'accélération des réformes économiques et de l'accueil de travailleurs immigrés légaux pour relancer la croissance économique (+0,1% en 2023), tandis que les seconds estiment que le pays doit accomplir la promesse du Brexit, à savoir la protection économique et migratoire des Britanniques.

Face à cette polarisation interne et une défaite annoncée, assistons-nous à la fin du règne des Conservateurs ?

La montée du parti Reform UK interroge sur la stratégie électorale des Tories. La ligne de Boris Johnson (populisme populaire de droite) a permis de prolonger la domination des Conservateurs alors que le parti aurait pu être en grande difficulté après la démission de David Cameron et le Brexit.

Seulement, si cette ligne a permis de prolonger la domination des Conservateurs et **d'opérer une révolution électorale comme le parti Républicain de Donald Trump aux Etats-Unis en conquérant une partie des classes populaires et moyennes blanches en voie de paupérisation**, elle souffre de trois écueils aujourd'hui. Premier écueil, **les populismes de droite ont vu leur image s'effriter tant sur la gestion de la crise sanitaire** pour laquelle ils ne se sont pas distingués, mais également pour les scandales et les outrances (Partygate, Capitole). Deuxième écueil particulièrement vrai au Royaume-Uni, **les résultats économiques et migratoires n'ont pas été suffisamment satisfaisants, ce qui explique pourquoi les Tories se sont fait déborder par une formation politique plus à droite**. Enfin dernier écueil, **un doute sur l'incarnation existe : peut-on faire du Johnson sans Boris Johnson ?**

Ainsi, les Tories doivent répondre à ces trois questions. En y parvenant, trois options s'offrent à eux : **poursuivre avec la ligne de Boris Johnson, avec ou non le soutien de Reform UK** (1), ou tourner le dos à cette ligne pour embrasser soit **une ligne plus centriste et technique sur le modèle du PPE en Espagne ou de la CDU en Allemagne** (2), soit **une ligne plus proche de celle de Giorgia Meloni davantage conservatrice et identitaire mais avec une politique étrangère et économique aseptisée** (3). En d'autres termes, trois options : une ligne populiste de droite "populaire", une ligne populiste de droite "conservatrice" ou une ligne libérale centriste qui acterait la fin de l'épopée des populismes de droite au Royaume-Uni.

AVANT-PROPOS	2
UN ROYAUME-UNI EN PLEINE MUTATION	6
FIN DU XIXEME JUSQU'A 1955 : DE L'EPOPEE VICTORIENNE A UN EMPIRE EN DECLIN	6
L'ERE VICTORIENNE (1832-1901) : LE ROYAUME-UNI DEVIENT LA PREMIERE « ECONOMIE-MONDE »	6
LA PREMIERE GUERRE MONDIALE : LA FIN DE L'EPOPEE VICTORIENNE.....	10
LA SECONDE GUERRE MONDIALE : LE ROYAUME-UNI DEVIENT UNE PUISSANCE MOYENNE COMME LA FRANCE	11
L'HOMME MALADE DE L'EUROPE (1955-1979)	14
L'ERE POST-CHURCHILL (1955-1964).....	14
LES GOUVERNEMENTS TRAVAILLISTES ET LES DEFIS ECONOMIQUES (1964-1979)	15
LA CRISE PETROLIERE DE 1973	16
LE PRELUDE AU THATCHERISME	17
LA RENAISSANCE BRITANNIQUE : LA REVOLUTION TATCHERIENNE ET LA MODERNISATION DU BLAIRISME	18
LA REVOLUTION THATCHERIENNE	18
L'ÉMERGENCE DU NEW LABOUR ET LE MANDAT DE BLAIR (1997-2007).....	22
DE GORDON BROWN A DAVID CAMERON : UN ROYAUME-UNI MALADE EN ROUTE VERS LE BREXIT	23
DIGERER LE BREXIT : UN PROBLEME MAJEUR	30
LE ROYAUME-UNI ENTRE 2016 ET 2019 : L'ECHEC DES NEGOCIATIONS DU BREXIT AVEC L'UE.....	30
LE ROYAUME-UNI SOUS BORIS JOHNSON : UNE APPROCHE CONFLICTUELLE MENANT AU BREXIT FINAL.....	33
LA REVOLUTION JOHNSON	33
LA POLITIQUE DE "GLOBAL BRITAIN" : LE RETOUR A L'ERE VICTORIENNE DE RAYONNEMENT PLANETAIRE ?.....	36
LA PARENTHESE DE LA CATASTROPHE LIZ TRUSS.....	37
RISHI SUNAK : UNE SYNTHESE ENTRE CAMERON ET JOHNSON QUI NE SEDUIT PAS LES ELECTEURS CONSERVATEURS.....	39
UN PRAGMATISME ECONOMIQUE QUI NE CONVAINC PAS LES BRITANNIQUES	39
LA RECHERCHE D'UNE SYNTHESE ENTRE CAMERON ET JOHNSON SUR LA STRATEGIE INTERNATIONALE	40

<i>UN PARTI DES TORIES TOUJOURS AUTANT DIVISE</i>	<i>41</i>
<i>ELECTIONS GENERALES DU 4 JUILLET 2024 : VERS LA FIN DES CONSERVATEURS ?..</i>	<i>43</i>
UNE DECISION QUI A PRIS TOUT LE MONDE DE COURT	43
LES EVENEMENTS MENANT AUX ELECTIONS ANTICIPEES	44
CAMPAGNE ELECTORALE ET PREPARATION	45
LE PARTI TRAVAILLISTE BRITANNIQUE : UNE REVOLUTION IDEOLOGIQUE APRES LA DIRECTION DE CORBYN QUI EXPLIQUE SON SUCCES ACTUEL.....	46
LA DIRECTION DE JEREMY CORBYN : UN VIRAGE A GAUCHE TOUTE.....	46
L'ARRIVEE DE KEIR STARMER : UN RECENTRAGE DES TRAVAILLISTES.....	47
LES TORIES AU PLUS BAS.....	48
REFORM UK : VERS L'INSTITUTIONNALISATION DU PARTI DE DROITE POPULISTE ?	50
<i>COMMENT RECONSTRUIRE LA DROITE BRITANNIQUE ?</i>	<i>54</i>
LES ENSEIGNEMENTS DU SCRUTIN.....	54
LES CONSERVATEURS PERDRAIENT PRESQUE TOUTES LES CIRCONSCRIPTIONS DU RED WALL QUE BORIS JOHNSON AVAIT CONQUISE EN 2019	54
LES CONSERVATEURS PERDRAIENT QUELQUES BASTIONS DU BLUE WALL DANS LE SUD	55
LES CONSERVATEURS SONT EN TRAIN DE PERDRE LA BATAILLE DE L'OPINION PUBLIQUE A DROITE FACE AU REFORM UK.....	55
QUELLE RECONSTRUCTION POUR LES TORIES ? LE DILEMME SUR LA LIGNE BORIS JOHNSON	56
OPTION 1 : POURSUIVRE AVEC LA LIGNE DE BORIS JOHNSON	57
OPTION 2 : ADOPTER UNE LIGNE PLUS CENTRISTE ET TECHNIQUE	59
OPTION 3 : ADOPTER UNE LIGNE PROCHE DE CELLE DE GIORGIA MELONI	61
CONCLUSION	62

UN ROYAUME-UNI EN PLEINE MUTATION

FIN DU XIXÈME JUSQU'À 1955 : DE L'ÉPOQUE VICTORIENNE À UN EMPIRE EN DECLIN

La période allant de la fin du XIX^e siècle à 1955 fut une époque de transformations majeures pour le Royaume-Uni. Durant cette période, le Royaume-Uni a connu des changements politiques, sociaux et économiques significatifs qui ont modifié sa position de puissance impériale dominante à celle d'une nation luttant pour retrouver son statut dans le monde d'après-guerre.

L'ÈRE VICTORIENNE (1832-1901) : LE ROYAUME-UNI DEVIENT LA PREMIÈRE « ÉCONOMIE-MONDE »

L'ascension de l'Empire britannique à la domination mondiale avant le XX^e siècle était multifactorielle, impliquant **la puissance économique et financière, la suprématie maritime (thalassocratie), des manœuvres diplomatiques stratégiques et des avancées technologiques.**

Si le règne de la reine Victoria débute en 1837, le début de l'ère victorienne est traditionnellement associé à la première *Reform Act* en 1832, également appelée *Great Reform Act*. **Adoptée par le Parlement britannique le 7 juin 1832, elle visait à corriger les inégalités du système électoral britannique et marque un tournant crucial dans l'histoire politique du Royaume-Uni.** En effet, avant cette réforme, le système électoral était archaïque et favorisé les élites aristocratiques. Les bourgs pourris, des villes presque désertées, conservaient une représentation disproportionnée au Parlement, tandis que des villes industrielles en pleine expansion comme Manchester et Birmingham étaient sous-représentées. La *Reform Act* redistribua les sièges parlementaires en supprimant les bourgs pourris et en les réattribuant aux

nouvelles villes industrielles et aux comtés plus peuplés. La loi élargit également le droit de vote en abaissant le seuil de propriété requis. Dans les *boroughs*, **tout homme possédant une propriété évaluée à 10 livres sterling par an pouvait désormais voter, augmentant ainsi le nombre d'électeurs d'environ 500 000 à 813 000.** Cette extension du suffrage permit une meilleure représentation de la classe moyenne émergente. Bien qu'elle n'instaure pas le suffrage universel, la *Reform Act* de 1832 marque un pas significatif vers la démocratisation en réduisant l'influence des élites aristocratiques. Elle établit également un précédent pour de futures réformes électorales, démontrant que le système politique pouvait être modifié par des moyens législatifs et pose les bases d'un système politique plus représentatif et démocratique, marquant le début d'un processus de réforme continue qui transformerait progressivement la politique britannique. Ensuite, les *Reform Acts* de 1867 et 1884 ont progressivement élargi l'électorat, jusqu'au *Representation of the People Act* de 1918, qui a accordé le suffrage à tous les hommes et femmes de plus de 30 ans, posant les bases de la démocratie britannique moderne¹.

Le Royaume-Uni devient au milieu du XIX^{ème} siècle, selon l'historien Michel Winock, **la première « économie-monde » en capitalisant sur les mutations politiques, diplomatiques, économiques et technologiques de l'ère victorienne.** De 1837 à 1901, sous le règne de la reine Victoria, le pays devient le centre du monde, « l'empire sur lequel le soleil ne se couche jamais » en concentrant une domination économique, commerciale, financière et technologique à l'échelle mondiale, influençant profondément les échanges internationaux et les réseaux de production. **Le Royaume-Uni est tout d'abord la première nation européenne à vivre pleinement la Révolution industrielle dès le milieu du XVIII^e siècle.** Cette période vit le pays se transformer en un atelier mondial, grâce à une production de masse et une mécanisation accrue grâce à une concentration des facteurs de production : le travail avec l'abondance de la main d'œuvre puisque le pays vit une transition démographique et le capital grâce à la concentration des

¹ Harvie, Christopher, et H. C. G. Matthew. *La Grande-Bretagne du XIX^e siècle : Une très courte introduction*. Oxford, Oxford University Press, 2000. Édition en ligne, 24 septembre 2013.

moyens de production physiques (machines, etc.) et les ressources financières pour les financer. De plus, les innovations technologiques, comme l'invention de la machine à vapeur, ont joué un rôle crucial en augmentant la productivité dans des secteurs clés tels que le textile et la métallurgie permettant au Royaume-Uni de devenir au cours du XIX^{ème} siècle, la première puissance économique mondiale.

Simultanément, **l'Empire britannique atteint son apogée durant l'ère victorienne en devenant une véritable thalassocratie**. Cette puissance militaire lui permet de devenir le plus vaste de l'histoire et englobant des territoires sur tous les continents. **En 1900, le Royaume-Uni regroupe 25% de la population mondiale**. Cette expansion coloniale permit au Royaume-Uni d'accéder à des matières premières bon marché et de créer de nouveaux marchés pour ses produits manufacturés. L'influence britannique s'étendait bien au-delà de ses frontières, affectant des millions de personnes à travers le globe. La Royal Navy, symbole de la puissance navale britannique, domina les mers, garantissant la sécurité des routes commerciales maritimes et facilitant un commerce international florissant. Les ports britanniques, tels que Londres et Liverpool, devinrent des hubs mondiaux où se croisaient des marchandises de toutes sortes. La supériorité maritime du Royaume-Uni était indéniable, renforçant son statut de centre névralgique du commerce mondial.

Enfin, **le Royaume-Uni est ainsi le premier pays européen à entrer pleinement dans une économie moderne au sens où nous l'entendons maintenant**. Sur le plan financier, Londres s'imposa comme le cœur des échanges financiers internationaux. La City de Londres jouait un rôle central dans les transactions financières et les investissements mondiaux, avec la livre sterling comme monnaie de référence pour le commerce international. Cette position financière renforça l'influence économique britannique, faisant de Londres la capitale financière du monde. Le développement d'un réseau ferroviaire dense et l'amélioration des infrastructures portuaires furent également essentiels durant l'ère victorienne. Ces avancées facilitèrent la circulation des biens et des personnes, tant à l'intérieur du

pays que vers les marchés internationaux, optimisant ainsi l'efficacité des échanges commerciaux.

L'influence britannique ne se limita pas à l'économie, mais domine sur l'ensemble des attributs du « soft power ». Le Royaume-Uni de l'ère victorienne devient un phare dans le monde. La langue anglaise devint la langue du commerce international et de la diplomatie, tandis que les institutions britanniques, telles que le parlementarisme et le droit commun, servaient de modèles pour de nombreux pays. Par exemple, sur la langue anglaise, l'intervention du Premier ministre Disraeli, lors du Congrès de Berlin en 1878, où il joua un rôle central dans la réorganisation des frontières en Europe de l'Est à la suite de la guerre russo-turque sans utiliser la langue française associée aux régimes napoléoniens ayant ravagé l'Europe. En effet, Disraeli, en tant que Premier ministre britannique, utilisa habilement l'anglais pour négocier et influencer les décisions stratégiques prises lors de cette rencontre internationale cruciale. **Son leadership affirmé et son utilisation de l'anglais comme langue de travail au sein du congrès ont renforcé la position de l'anglais comme une langue diplomatique légitime et efficace.** Cela marqua un changement significatif, car jusqu'alors, le français était largement prédominant dans les discussions diplomatiques internationales en Europe. Cette diffusion culturelle et institutionnelle témoignait de l'hégémonie politique britannique, soutenue par sa puissance économique et militaire. Le Royaume-Uni jouait un rôle déterminant dans les affaires internationales, notamment dans la colonisation et la conclusion de traités commerciaux.

L'économie-monde britannique de l'ère victorienne, selon Michel Winock, incarne la manière dont un pays peut exercer une influence globale **grâce à une combinaison de puissance industrielle, commerciale, financière, navale et culturelle.** Cette période a marqué l'histoire moderne par une domination sans précédent des échanges mondiaux, sous l'égide de la Grande-Bretagne victorienne.

LA PREMIERE GUERRE MONDIALE : LA FIN DE L'EPOQUE VICTORIENNE

La Première Guerre mondiale (1914-1918) fut un événement pivot qui eut des implications profondes pour le Royaume-Uni. **La guerre a mis à rude épreuve l'économie britannique et a entraîné une perte de vies considérable.**

Tableau 1 : Pertes humaines du Royaume-Uni lors de la Première guerre mondiale²

Catégorie	Nombre de pertes estimé
Morts au combat	Environ 744 000
Morts de blessures	Environ 192 000
Morts de maladies	Environ 181 000
Total des décès	Environ 1 117 000
Blessés graves	Environ 1 675 000
Prisonniers de guerre	Environ 170 000

Le Traité de Versailles en 1919 a imposé des sanctions sévères à l'Allemagne, mais les coûts économiques et sociaux de la guerre ont été ressentis à travers toute l'Europe, y compris au Royaume-Uni. La guerre a également accéléré le déclin de la puissance impériale britannique, alors que les mouvements nationalistes dans les colonies prenaient de l'ampleur).

La période de l'entre-deux-guerres fut caractérisée par des efforts de redressement économique et la lutte pour maintenir l'influence mondiale. **L'Empire britannique, bien que toujours vaste, commença à montrer des signes de faiblesse avec la croissance de la résistance coloniale.**

- Le ***Government of India Act de 1935*** fut une tentative de calmer les troubles en accordant une plus grande autonomie à l'Inde, une colonie clé de l'Empire britannique³.

² Pertes humaines du Royaume-Uni lors de la Première guerre mondiale, Commonwealth War Graves Commission, 2022.

³ Gale. (s.d.). *Punch Historical Archive*.

- **La guerre d'indépendance irlandaise (1919-1921) fut une lutte décisive entre les nationalistes irlandais et les autorités britanniques**, culminant avec la création de l'État libre d'Irlande en 1921. Ce conflit, marqué par des tactiques de guérilla de l'IRA, a révélé les fragilités de l'Empire britannique. L'indépendance irlandaise a réduit la base industrielle et agricole du Royaume-Uni et exacerbé les tensions en Irlande du Nord, menant aux Troubles. Cette indépendance a également encouragé d'autres mouvements nationalistes au sein de l'Empire, accélérant le déclin du Royaume-Uni en tant que puissance impériale et marque le début de l'émiettement de l'empire.

LA SECONDE GUERRE MONDIALE : LE ROYAUME-UNI DEVIENT UNE PUISSANCE MOYENNE COMME LA FRANCE

La Seconde Guerre mondiale (1939-1945) eut un impact encore plus profond sur le Royaume-Uni. L'effort de guerre a conduit à une mobilisation économique et sociale massive. Le Royaume-Uni sortit victorieux mais à un coût énorme. L'économie était en piteux état et l'Empire britannique considérablement affaibli. La reconstruction d'après-guerre nécessita une aide financière considérable, ce qui mena à la mise en œuvre du Plan Marshall, financé par les États-Unis⁴.

La guerre a également accéléré le processus de décolonisation promouvant des idées comme l'autodétermination des peuples, à la mode avec la naissance des Nations Unies. L'Inde obtint son indépendance en 1947, suivie par de nombreuses autres colonies en Asie et en Afrique. La crise de Suez en 1956, symbolisa la fin du rôle du Royaume-Uni en tant que superpuissance mondiale. La crise, où le Royaume-Uni fut forcée de se retirer d'Égypte sous la pression des États-Unis et de l'Union soviétique, les deux superpuissances affichant une hostilité aux puissances coloniales européennes (les États-Unis revendiquant le statut de première colonie "décolonisée" et l'URSS étant une puissance anticoloniale par essence et idéologie), marqua un tournant dans la politique étrangère britannique.

Le début de la Guerre froide acte en effet un changement d'ère auquel le Royaume-Uni doit prendre part. La bipolarisation du monde relègue le

⁴ Harvie, Christopher, et H. C. G. Matthew. *La Grande-Bretagne du XIXe siècle : Une très courte introduction*. Oxford, Oxford University Press, 2000. Édition en ligne, 24 septembre 2013.

Royaume-Uni et son empire au rang de puissance moyenne au même titre que la France. La relation du Royaume-Uni avec son empire et son rôle dans les affaires internationales changèrent radicalement. Économiquement, la période vit la transition d'une dépendance au commerce impérial à une intégration avec les marchés européens et mondiaux. La candidature du Royaume-Uni à l'adhésion à la Communauté économique européenne en 1961 (bien que rejetée initialement) mit en évidence la transition vers l'intégration européenne comme stratégie de croissance économique et de stabilité politique.

Le début de la Guerre froide a marqué un changement significatif dans les relations internationales. **Les États-Unis et l'Union soviétique ont rivalisé pour l'influence mondiale à travers une combinaison de renforcement militaire, d'alliances stratégiques et de propagande idéologique.** La formation de l'OTAN en 1949, avec le Royaume-Uni comme membre fondateur, était une réponse directe à la menace perçue de l'Union soviétique, soulignant la sécurité collective et la coopération militaire entre les nations occidentales. Ce cadre d'alliance a sous-tendu la posture stratégique de la Grande-Bretagne pendant la Guerre froide, s'alignant étroitement sur les politiques américaines pour contrer l'expansion soviétique.

Cette situation a relégué les anciennes puissances coloniales au rang de puissance moyenne. **La crise de Suez de 1956 a illustré de manière frappante le déclin des puissances coloniales traditionnelles comme le Royaume-Uni et la France** et leur relégation au rang de puissances moyennes. La crise a éclaté lorsque l'Égypte a nationalisé le canal de Suez, auparavant contrôlé par les intérêts britanniques et français. En réponse, la Grande-Bretagne, la France et Israël ont lancé une intervention militaire pour reprendre le contrôle du canal et renverser le président égyptien Gamal Abdel Nasser. L'intervention a rapidement échoué. Les États-Unis, sous la présidence de Dwight D. Eisenhower, et l'Union soviétique ont tous deux condamné l'action, craignant qu'elle ne déstabilise la région et ne déclenche un conflit plus large. Sous une pression significative des deux

superpuissances et des Nations Unies, le Royaume-Uni et la France ont été contraints de retirer leurs forces, marquant une retraite humiliante qui a souligné leur influence mondiale diminuée. La crise de Suez a eu des répercussions durables sur la politique étrangère britannique. **Elle a démontré les limites de la puissance militaire britannique d'être un acteur politique et militaire autonome** et a souligné la nécessité de s'aligner plus étroitement sur les intérêts stratégiques américains. La crise a aussi accéléré le processus de décolonisation, car il est devenu évident que maintenir un vaste empire n'était plus durable ni souhaitable dans le nouvel ordre international.

Le Royaume-Uni doit opérer un pivot stratégique pour gérer sa transition vers une puissance moyenne. Deux voies s'offrent à Winston Churchill : **s'arrimer la constitution d'une puissance européenne pour progressivement s'émanciper du duel entre les Etats-Unis et l'Union soviétique** (maximiser le hard power avec les Européens) ou **maintenir un rayonnement de la nation britannique en conservant des liens avec son Empire en voie de démantèlement** (valoriser le soft power). Cela peut se traduire par le choix suivant : intégration plus profonde avec l'Europe ou accorder la priorité à ses liens avec le Commonwealth.

La formation de la Communauté européenne du charbon et de l'acier en 1951 et le Traité de Rome en 1957, qui a établi la Communauté économique européenne (CEE), ont marqué le début de l'intégration européenne. Cependant, le Royaume-Uni a initialement choisi de ne pas rejoindre ces premiers efforts. Trois facteurs ont influencé cette décision :

- L'économie britannique était encore significativement liée à ses anciennes colonies et au Commonwealth, fournissant des marchés cruciaux pour les produits britanniques et des sources de matières premières.
- Il y avait un fort sentiment en Grande-Bretagne de maintenir la souveraineté nationale et d'éviter des engagements supranationaux qui pourraient compromettre son autonomie décisionnelle.

- Le Royaume-Uni se voyait comme une puissance mondiale avec des obligations et des intérêts étendus au-delà de l'Europe. Cette vision globale était reflétée dans sa politique étrangère, qui privilégiait le Commonwealth et la relation transatlantique avec les États-Unis plutôt que l'intégration européenne.

Seulement, avec une économie en berne et un dynamisme économique de la CEE, le Royaume-Uni est contraint de reconsidérer sa position sur l'intégration européenne. L'échec à suivre le rythme de la croissance économique des pays de la CEE et la prise de conscience que le Commonwealth seul ne pouvait pas répondre aux besoins économiques du Royaume-Uni **ont conduit le Royaume-Uni à demandé à rejoindre la CEE dans les années 1960**, bien qu'elle ait fait face à des rejets initiaux avant de devenir finalement membre en 1973.

L'HOMME MALADE DE L'EUROPE (1955-1979)

Sur la période de 1955-1979, **le Royaume-Uni va progressivement devenir l'Homme malade de l'Europe**, portant un modèle politique et économique à bout de souffle jusqu'à l'arrivée de Margaret Thatcher.

L'ERE POST-CHURCHILL (1955-1964)

Après la démission de Churchill en 1955, Anthony Eden lui succéda mais fut rapidement confronté à la crise de Suez en 1956. Ce fiasco endommagea gravement la position du Royaume-Uni en tant que puissance mondiale, exposant sa dépendance à l'égard du soutien américain et soulignant les limites de son influence impériale après la guerre. La démission d'Eden mena à la nomination de Harold Macmillan, dont le mandat connut une prospérité économique relative et la célèbre déclaration selon laquelle les Britanniques *"n'avaient jamais été aussi bien"*. Malgré cela, des problèmes

économiques sous-jacents subsistaient, tels que le déclin de la productivité industrielle et la montée du chômage⁵.

LES GOUVERNEMENTS TRAVAILLISTES ET LES DÉFIS ÉCONOMIQUES (1964-1979)

Le gouvernement travailliste de Harold Wilson, élu en 1964, se concentra sur la modernisation de l'économie et l'expansion de l'État-providence.

Les réformes clés inclurent l'introduction de l'éducation complète et l'extension de l'État-providence. Cependant, le mandat de Wilson fut entaché par des défis économiques, y compris une crise de la balance des paiements et l'inflation, ce qui mena à la dévaluation de la livre en 1967⁶

La fin des années 1960 et le début des années 1970 virent la Grande-Bretagne continuer à lutter contre l'instabilité économique.

Le gouvernement conservateur d'Edward Heath (1970-1974) visa à réduire le pouvoir des syndicats et les dépenses publiques. Cependant, Heath fut confronté à des troubles industriels, notamment les grèves des mineurs, qui culminèrent avec la semaine de travail de trois jours et contribuèrent à sa défaite électorale.

Le retour de Wilson en 1974, suivi de James Callaghan, vit des tentatives de gestion de la crise économique par le biais du prêt du FMI en 1976. **Malgré ces efforts, les problèmes économiques du Royaume-Uni persistent, caractérisés par la "stagflation"** – une combinaison de stagnation et d'inflation – qui érodait la confiance du public dans la capacité du gouvernement à gérer l'économie.

Durant cette période, le terme "Homme malade de l'Europe" a souvent été appliqué au Royaume-Uni, reflétant ses luttes économiques et politiques pendant cette période tumultueuse. **Une situation de crise qui s'accroît lors de la crise pétrolière de 1973.** Comme de nombreux pays occidentaux,

⁵ Centre for Cities, "Housing in Britain and Europe from 1955 to 1979," *Centre for Cities*.

⁶ Toynbee, Polly. "Better off with Labour? Fiscal policy, electoral strategy and the road to John Smith's shadow budget, 1979–92." *Historical Research*, vol. 95, no. 267, 2022, pp. 132-149.

est devenu de plus en plus dépendant du pétrole importé. Cette dépendance vis-à-vis des sources d'énergie externes a rendu le pays vulnérable aux fluctuations du marché mondial et aux tensions géopolitiques. La stratégie énergétique du Royaume-Uni n'était pas suffisamment diversifiée et la production nationale était insuffisante pour répondre aux besoins croissants de son économie, notamment la consommation de son marché intérieur.

LA CRISE PETROLIERE DE 1973

Au début des années 1970, **plusieurs pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord avaient nationalisé de grandes compagnies pétrolières auparavant contrôlées par les pays industrialisés occidentaux, y compris le Royaume-Uni.** L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a utilisé son influence sur les prix mondiaux du pétrole pour stabiliser leurs revenus réels en augmentant les prix, ce qui a été exacerbé par le climat géopolitique. La crise pétrolière de 1973 a marqué un tournant. Elle débute en octobre 1973 lorsque l'OPEP a déclaré un embargo pétrolier en réponse au soutien des États-Unis à Israël pendant la guerre du Yom Kippour. Cet embargo a provoqué une grave perturbation des approvisionnements en pétrole, entraînant une flambée des prix. **Les prix du pétrole ont quadruplé et le Royaume-Uni, fortement dépendant du pétrole du Moyen-Orient, est entré en crise avec une population qui a vu s'envoler ses dépenses contraintes.**

Les effets immédiats de la crise comprenaient des pénuries de carburant, une inflation et une forte augmentation du coût de la vie. **Le gouvernement britannique a mis en place des mesures telles que le rationnement du carburant et des limitations de vitesse pour économiser de l'énergie, mais ces mesures étaient insuffisantes pour prévenir le déclin économique.** La crise a mis en évidence le manque de sécurité énergétique du Royaume-Uni et la nécessité critique d'une stratégie énergétique plus résiliente.

L'impact économique de la crise pétrolière a exacerbé les problèmes existants de l'économie britannique. Tout au long des années 1970, le pays a connu une stagflation, une combinaison de croissance économique stagnante et de forte inflation. Le chômage a augmenté et la production industrielle a diminué. La livre sterling s'est affaiblie, compliquant encore davantage la situation économique.

En plus de ces défis économiques, le Royaume-Uni a été confronté à une agitation sociale et politique significative. **L'"hiver du mécontentement" en 1978-79 a vu de vastes grèves des travailleurs du secteur public,** entraînant des perturbations dans les services essentiels et érodant encore davantage la confiance du public dans le gouvernement. Ces facteurs ont contribué collectivement à l'image du Royaume-Uni comme "l'homme malade de l'Europe".

En réponse à ces défis, le gouvernement britannique a cherché à diversifier ses sources d'énergie et à améliorer l'efficacité énergétique. Cela comprenait des investissements dans l'exploration pétrolière et gazière de la mer du Nord, qui ont finalement contribué à réduire la dépendance au pétrole importé. Cependant, ces mesures ont mis du temps à porter leurs fruits et les luttes économiques ont persisté pendant une grande partie de la décennie.

LE PRELUDE AU THATCHERISME

À la fin des années 1970, la Grande-Bretagne était souvent décrite comme "l'homme malade de l'Europe", en proie au déclin économique, aux conflits industriels et à l'instabilité politique. L'incapacité du gouvernement travailliste à résoudre efficacement ces problèmes ouvrit la voie à un changement politique. La montée de Margaret Thatcher et sa victoire électorale en 1979 marquèrent un changement idéologique significatif vers le néolibéralisme, avec un accent sur les politiques de libre marché, la privatisation et la réduction du pouvoir des syndicats.

LA RENAISSANCE BRITANNIQUE : LA REVOLUTION TATCHERIENNE ET LA MODERNISATION DU BLAIRISME

La période allant de l'ascension de Margaret Thatcher au pouvoir en 1979 jusqu'au départ de Tony Blair en 2007 a été marquée par la mise en œuvre de politiques conservatrices et libérales sous Thatcher.

LA REVOLUTION TATCHERIENNE

L'ascension de Margareth Thatcher :

Margaret Thatcher, née le 13 octobre 1925 à Grantham, Lincolnshire, est devenue une figure politique majeure lorsqu'elle a pris la tête du Parti conservateur en 1975. Sa carrière politique a été marquée par son mandat de secrétaire d'État à l'Éducation et aux Sciences, durant lequel elle est devenue controversée pour avoir mis fin au lait gratuit pour les écoliers, lui valant le surnom de *"Thatcher the Milk Snatcher"*⁷.

La philosophie politique de Thatcher était fortement influencée par les idées monétaristes de Milton Friedman et Friedrich Hayek, **mettant l'accent sur la réduction de l'intervention de l'État, la responsabilité individuelle et les marchés libres**. Son mépris pour l'économie keynésienne, qui prônait les dépenses publiques pour lutter contre le chômage, a préparé le terrain pour ses réformes économiques radicales⁸.

Un projet adapté à la nouvelle ère économique :

Le passage de Margaret Thatcher au 10 Downing Street, de 1979 à 1990, a été marqué par une série de politiques économiques transformatrices qui s'alignaient étroitement avec les mutations économiques mondiales telles que la mondialisation, la globalisation financière et la concurrence accrue

⁷ **Margaret Thatcher Foundation.** Margaret Thatcher Foundation, en ligne.

⁸ Ibid.

entre les entreprises privées. En effet, la crise économique issue des chocs pétroliers à balayer l'ère keynésienne marquée par l'interventionnisme de l'Etat au profit de l'ère néolibérale.

Les politiques économiques de Margaret Thatcher, souvent appelées "Thatchérisme", mettaient l'accent **sur les marchés libres, la déréglementation, la privatisation et un rôle réduit de l'État dans l'économie.**

Elle entreprend une modernisation économique du Royaume-Uni autour de 6 paramètres :

- Thatcher a initié **la privatisation de plusieurs industries publiques**, y compris British Telecom, British Gas et British Airways. Cette mesure visait à accroître l'efficacité et à réduire la dette publique en vendant des actifs publics à des investisseurs privés.
- **La déréglementation du secteur financier, illustrée par le "Big Bang" de 1986**, qui a modernisé la Bourse de Londres et facilité le développement des services financiers au Royaume-Uni.
- **La réforme du fonctionnement des entreprises en réduisant le pouvoir des syndicats**, perçus comme trop puissants et obstruant la croissance économique, notamment avec l'interdiction du piquetage secondaire et le droit de grève.
- **La réduction des taux d'imposition sur le revenu**, réduisant le taux supérieur de 83 % à 40 % et le taux de base de 33 % à 25 %.
- **La réforme de l'administration avec la "Charte des citoyens"** est lancée pour s'assurer que les services publics répondent mieux aux besoins des usagers et pour élever les standards de service pour introduire plus de concurrence et à améliorer l'efficacité.
- **La loi sur le logement de 1980 permet aux locataires des logements sociaux d'acheter leurs maisons à prix réduit.** Plus d'un million de maisons sont vendues sous ce programme, encourageant ainsi la propriété privée et transformant les habitudes de vote des classes ouvrières, qui commencent à soutenir davantage le Parti conservateur.

Les politiques de Thatcher étaient en phase avec la tendance mondiale à la libéralisation économique en faisant du pays l'avant-garde de la révolution néolibérale des années 1980. Sous la direction du chancelier Geoffrey Howe, des mesures drastiques sont prises, notamment la réduction des dépenses publiques et l'augmentation des impôts, malgré la récession. Ces politiques réussissent à réduire l'inflation, mais au prix d'une hausse significative du chômage. La réduction des barrières commerciales et la promotion du libre-échange étaient au cœur de sa stratégie économique,

reflétant le mouvement mondial vers une interdépendance économique accrue. Surtout, la situation économique difficile du Royaume-Uni se prêtait bien à ce virage libéral. Les politiques de déréglementation financière sous Thatcher ont permis à Londres de devenir un centre financier mondial. La déréglementation du "Big Bang" en 1986 a transformé la City de Londres, la rendant plus compétitive sur la scène mondiale en éliminant des pratiques obsolètes et en encourageant l'innovation dans les services financiers.

Le gouvernement de Thatcher a encouragé la concurrence et l'entreprise privée en réduisant le rôle de l'État dans l'économie. Cela incluait non seulement la privatisation des industries publiques mais aussi la promotion de l'entrepreneuriat et du développement des petites entreprises. En favorisant un environnement compétitif, Thatcher visait à augmenter l'efficacité et l'innovation au sein des industries. La suppression des subventions et la réduction de l'intervention gouvernementale signifiaient que les entreprises devaient devenir plus compétitives, ce qui s'alignait avec la tendance mondiale vers une plus grande efficacité du marché et l'innovation.

Premier Mandat de Thatcher (1979-1983) :

Thatcher est devenue Première ministre en 1979, une période marquée par des turbulences économiques et des conflits industriels. Son gouvernement visait à freiner l'inflation et à réduire les déficits du secteur public par des politiques monétaires strictes, des réductions d'impôts et des réductions de dépenses. Ces politiques, bien qu'elles aient initialement augmenté le chômage et provoqué une récession, ont finalement stabilisé l'économie et freiné l'inflation.

Un événement significatif de son premier mandat a été la guerre des Malouines en 1982, où la Grande-Bretagne a réussi à reprendre les îles Malouines de l'occupation argentine. Cette victoire militaire a renforcé la popularité de Thatcher et renforcé son image de leader décisif et fort.

Deuxième Mandat de Thatcher (1983-1987)

Réélue en 1983, le deuxième mandat de Thatcher a été caractérisé par de nouvelles réformes économiques et des confrontations avec les syndicats. Le conflit le plus notable fut la grève des mineurs de 1984-1985, que le gouvernement de Thatcher a finalement remportée, affaiblissant considérablement le pouvoir des syndicats et solidifiant ses politiques économiques.

Pendant cette période, Thatcher a également poursuivi des privatisations à une échelle sans précédent. Les grandes industries nationales, y compris British Telecom, British Gas et British Airways, ont été privatisées. Ces politiques visaient à réduire l'implication du gouvernement dans l'économie, promouvoir l'efficacité et augmenter la participation publique au marché des actions⁹.

Troisième Mandat de Thatcher (1987-1990) et héritage du thatchérisme :

Le troisième mandat de Thatcher a vu la continuation de la libéralisation économique et la déréglementation, en particulier dans le secteur financier, culminant avec le "Big Bang" de 1986. Cette déréglementation a transformé les marchés financiers de Londres et établi le Royaume-Uni comme un centre financier mondial de premier plan.

Cependant, **la popularité de Thatcher a diminué en raison de l'introduction de la très impopulaire *Community Charge*, communément appelée *poll tax*.** Les manifestations et la résistance généralisées à cette taxe ont érodé son soutien au sein du Parti conservateur, menant à sa démission en 1990.

⁹ Ibid.

L'héritage de Thatcher est profondément controversé. Les partisans soutiennent que ses politiques ont relancé l'économie britannique, réduit l'inflation et restauré la position mondiale de la Grande-Bretagne. Les critiques, soutiennent que ses politiques ont augmenté les inégalités, sapé les services publics et endommagé les communautés industrielles. Les réformes de Thatcher ont eu des impacts durables sur le Royaume-Uni. Ses politiques ont réussi à revitaliser l'économie britannique et à faire de Londres un centre financier mondial. Cependant, elles ont également conduit à une augmentation significative des inégalités économiques et à une polarisation sociale accrue. L'affaiblissement des syndicats et la privatisation ont transformé le paysage industriel et social du pays, suscitant des débats sur les bénéfices et les coûts de ces changements.

Le thatchérisme a remodelé la politique britannique, déplaçant le consensus économique vers les marchés libres et la déréglementation.

Ce changement idéologique a influencé ses successeurs et préparé le terrain pour les politiques du *New Labour* de Tony Blair.

L'ÉMERGENCE DU NEW LABOUR ET LE MANDAT DE BLAIR (1997-2007)

Tony Blair est devenu le chef du Parti travailliste en 1994, promettant une rupture avec les politiques travaillistes traditionnelles et adoptant une approche centriste connue sous le nom de New Labour. Cette stratégie visait à combiner l'économie de marché libre avec la justice sociale, attirant un électorat plus large. Il vise à corriger les excès du thatchérisme.

La victoire écrasante de Blair aux élections générales de 1997 a marqué le début d'une période transformatrice. Son gouvernement s'est concentré sur la modernisation des services publics, l'investissement dans l'éducation et la santé, et la mise en œuvre de réformes sociales. Blair a également joué un rôle significatif sur la scène internationale, soutenant les États-Unis dans le conflit du Kosovo et la guerre en Irak. L'une **des réalisations les plus significatives de Blair fut l'Accord du Vendredi saint en 1998**, qui a contribué à apporter la paix en Irlande du Nord après des décennies de conflit. Sur le plan intérieur, son gouvernement a introduit le salaire

minimum, étendu les droits civils et mis en œuvre des réformes constitutionnelles, y compris la dévolution pour l'Écosse et le Pays de Galles.

Si Blair a pu entreprendre et réussir autant de choses, c'est avant tout car il a bénéficié du boom économique après Thatcher et de l'effet positif de ses politiques. La période allant de l'ascension de Thatcher au départ de Blair fut une époque de transformations profondes pour le Royaume-Uni. La révolution conservatrice de Thatcher a démantelé le consensus d'après-guerre, mettant en œuvre des politiques de marché libre qui ont remodelé l'économie et la société. Le New Labour de Blair a construit sur ces changements, mélangeant des politiques favorables au marché avec des investissements sociaux. Ensemble, ces leaders ont transformé le Royaume-Uni, laissant un héritage complexe qui continue d'influencer la politique britannique aujourd'hui.

DE GORDON BROWN A DAVID CAMERON : UN ROYAUME-UNI MALADE EN ROUTE VERS LE BREXIT

La période allant de la prise de fonction de Gordon Brown (2007-2010) à celle de David Cameron (2010-2016) a été marquée par des turbulences politiques, économiques et sociales significatives au Royaume-Uni.

Le mandat de Gordon Brown (2007-2010) :

Gordon Brown a pris ses fonctions de Premier ministre en 2007, après avoir été Chancelier de l'Échiquier sous Tony Blair. **Son mandat a rapidement été dominé par la crise financière mondiale de 2008.** La réponse de Brown incluait un renflouement important du secteur bancaire et des mesures de relance visant à atténuer l'impact de la récession. Malgré ces efforts, la crise a entraîné une grave récession économique, une augmentation du chômage et une hausse de la dette publique, ce qui a terni la réputation de Brown et contribué à la défaite du Labour aux élections générales de 2010.

La crise financière de 2008 a révélé des vulnérabilités profondes dans l'économie britannique. Le gouvernement de Brown est intervenu avec des

dépenses publiques substantielles pour stabiliser le système financier, mais cela a entraîné une augmentation de la dette nationale. **La crise a également intensifié les débats sur la politique économique, l'austérité et le rôle du gouvernement.** La reprise économique du Royaume-Uni a été lente, et les mesures d'austérité mises en œuvre par le gouvernement de coalition conservateur-libéral démocrate suivant sous David Cameron ont encore aggravé les services publics et les systèmes de protection sociale.

Le mandat de David Cameron (2010-2016) :

David Cameron est devenu Premier ministre en 2010, dirigeant le premier gouvernement de coalition au Royaume-Uni depuis la Seconde Guerre mondiale avec le parti LibDem de Nick Clegg. L'administration de Cameron a poursuivi un programme d'austérité rigoureux visant à réduire le déficit budgétaire. Ces politiques comprenaient des coupes significatives dans les dépenses publiques, des réformes de l'aide sociale et la privatisation des services publics. Bien que ces mesures aient contribué à réduire le déficit, elles ont également exacerbé les inégalités sociales et le mécontentement public, en particulier dans les régions déjà touchées par la désindustrialisation et le déclin économique.

Principes idéologiques

L'approche idéologique de David Cameron était ancrée dans un "conservatisme compatissant et moderne", cherchant à combiner les valeurs conservatrices traditionnelles avec un engagement en faveur de la justice sociale et de la modernisation.

Les principaux principes idéologiques comprenaient :

- Mettre l'accent sur la nécessité de budgets équilibrés et de réduction de la dette publique pour assurer la stabilité économique.
- Réduire la dépendance aux aides sociales par des politiques incitant au travail et soutenant ceux qui en ont véritablement besoin.
- Adopter des politiques socialement progressistes, comme le mariage homosexuel, pour refléter l'évolution des attitudes sociétales.

- Introduire des mesures de concurrence et d'efficacité dans les services publics pour améliorer la qualité et réduire les coûts.
- Décentraliser le pouvoir aux autorités locales et aux communautés pour favoriser la prise de décision locale et l'innovation.

Réformes économiques

David Cameron a été Premier ministre du Royaume-Uni de 2010 à 2016, dirigeant d'abord un gouvernement de coalition avec les Libéraux Démocrates jusqu'en 2015, puis un gouvernement conservateur majoritaire. Le mandat de Cameron a été marqué par des réformes significatives dans divers secteurs, motivées par son engagement idéologique envers un "conservatisme compatissant et moderne". Ce texte explore les principales réformes mises en œuvre pendant son mandat, les principes idéologiques sous-jacents et leurs impacts sur le Royaume-Uni.

Le gouvernement de Cameron a entrepris un programme d'austérité strict visant à réduire le déficit budgétaire, qui avait explosé après la crise financière de 2008. Ces mesures comprenaient des réductions substantielles des dépenses publiques dans les domaines de la protection sociale, de l'éducation et du financement des gouvernements locaux. L'objectif était de restaurer la responsabilité budgétaire et la confiance dans l'économie britannique en réduisant la dette nationale en pourcentage du PIB. **Sous la direction du chancelier George Osborne, le gouvernement s'est concentré sur la réduction du déficit par des réductions des dépenses plutôt que par des augmentations d'impôts.** Cependant, la réduction du déficit a été plus lente que prévu en raison d'une croissance économique inférieure aux attentes, ce qui a affecté les recettes fiscales. Malgré les critiques, le gouvernement a maintenu que l'austérité était nécessaire pour éviter une crise financière similaire à celle que certains pays de la zone euro ont connue.

L'une des réformes emblématiques du bien-être social a été l'introduction du Crédit Universel, conçu pour simplifier le système des prestations en fusionnant six prestations en une seule. Cette réforme visait à rendre le travail plus rémunérateur que la dépendance aux

prestations, incitant ainsi à l'emploi. Le Crédit Universel devait réduire la pauvreté en fournissant un meilleur soutien aux ménages à faible revenu et en simplifiant l'administration des prestations. **Une autre réforme importante a été la mise en place d'un plafonnement des prestations, limitant le montant des prestations qu'un ménage pouvait recevoir à 26 000 £ par an.** Cela se justifiait par le fait qu'aucun ménage sans emploi ne devrait gagner plus qu'un ménage moyen de travailleurs. Le plafonnement faisait partie d'une stratégie plus large visant à réduire la dépendance aux aides sociales et à encourager le travail. **Le gouvernement de coalition a enfin introduit des réformes importantes des pensions, y compris l'établissement d'une nouvelle pension d'État à un seul niveau pour simplifier le système existant et le rendre plus équitable.** Ces changements visaient à assurer la durabilité et l'adéquation des pensions à long terme (GOV.UK).

Réformes des services publics

Le gouvernement de Cameron a entrepris une réforme controversée du National Health Service (NHS) par le biais de la loi sur la santé et les soins sociaux de 2012. Les réformes visaient à augmenter l'efficacité et le choix des patients en introduisant davantage de concurrence et en donnant plus de contrôle aux cliniciens sur les budgets. Bien que l'intention ait été d'améliorer les services et de réduire les coûts, les réformes ont rencontré une opposition significative de la part des professionnels de la santé et du public, qui craignaient que l'augmentation de la concurrence ne compromette le NHS.

Au niveau éducatif, le gouvernement Cameron a étendu le programme des écoles académiques, permettant à davantage d'écoles de se convertir en académies, qui fonctionnent avec une plus grande indépendance par rapport aux autorités locales. De plus, le gouvernement a introduit des écoles libres, des nouvelles écoles créées par des parents, des enseignants ou d'autres organisations, qui bénéficient également d'une plus grande autonomie. **De plus, il a augmenté des frais de scolarité universitaires. En 2010, le gouvernement de coalition a relevé le plafond**

des frais de scolarité de 3 000 £ à 9 000 £ par an. Cette décision a conduit à des manifestations étudiantes généralisées, car elle contredisait la promesse préélectorale des Libéraux Démocrates d'abolir les frais de scolarité. La réforme visait à assurer la durabilité financière des établissements d'enseignement supérieur et à améliorer la qualité de l'éducation en augmentant le financement.

Réformes sociétales

En 2013, le gouvernement de Cameron a adopté la loi sur le mariage (couples de même sexe), légalisant le mariage homosexuel en Angleterre et au Pays de Galles. Cette réforme était une étape importante dans la quête de l'égalité et reflétait l'engagement de Cameron à moderniser le Parti conservateur en adoptant des politiques plus libérales sur le plan social. La législation a rencontré une opposition de la part des traditionalistes mais a été largement saluée comme un pas progressiste vers l'égalité.

Le gouvernement de coalition a introduit le congé parental partagé, permettant aux parents de partager le congé après la naissance ou l'adoption d'un enfant. Cette politique visait à promouvoir l'égalité des sexes dans l'éducation des enfants et à aider les familles à équilibrer les responsabilités professionnelles et parentales.

Héritage des années Cameron : une redéfinition de la stratégie britannique centrée sur l'Indopacifique (projet Global Britain) et le divorce avec l'Europe

L'euroscepticisme au Royaume-Uni a des racines historiques profondes, mais il a pris un nouvel élan sous le mandat de Cameron. La popularité croissante de l'UKIP, alimentée par des préoccupations concernant l'immigration, la souveraineté nationale et les inégalités économiques, a exercé une pression sur Cameron pour aborder la question de l'adhésion à l'UE. Dans le but de gérer les dissensions internes au parti et la menace

électorale croissante de l'UKIP, Cameron a promis un référendum sur l'adhésion à l'UE si les conservateurs remportaient les élections générales de 2015.

Les réformes de Cameron ont eu des impacts profonds sur le Royaume-Uni. **Les mesures d'austérité ont réussi à réduire le déficit budgétaire mais ont été critiquées pour avoir exacerbé les inégalités sociales et mis sous pression les services publics.** Les réformes du bien-être visaient à créer un système de prestations plus durable et équitable mais ont été critiquées pour leur caractère punitif envers les populations vulnérables. Les réformes du NHS et de l'éducation ont suscité un débat important sur le rôle de la concurrence et des principes de marché dans les services publics. **Les politiques économiques du gouvernement Cameron, associées à la mondialisation en cours, ont contribué à un sentiment de privation de droits parmi de nombreux Britanniques.** Dans des régions comme le nord de l'Angleterre et le sud du Pays de Galles, qui avaient historiquement dépendu d'industries telles que le charbon, l'acier et le textile, beaucoup se sentaient "laissés pour compte" par les changements économiques qui favorisaient le sud et Londres. La montée des emplois précaires et mal payés a encore alimenté les griefs sociaux et économiques, exploités par les mouvements populistes et les partis comme l'UKIP de Nigel Farage.

Le sentiment de perte de la grandeur, lié à la perte de l'empire et à la perte de contrôle au profit de l'Union européenne, a grandi dans un Royaume-Uni clairement en crise. Durant cette période il existait un sentiment fort de déclassement parmi les citoyens britanniques, alors qu'aucun des Premiers Ministres qui ont suivi Tony n'ont réussi à incarner un projet fort, comme la Révolution conservatrice de Thatcher ou la Third Way de Tony Blair.

Le Référendum de 2016 sur l'UE

Cameron a tenu sa promesse après la victoire des Tories aux élections générales de 2015 (qui les ont vu prendre le pouvoir seuls, sans le LibDem),

et le référendum sur l'appartenance à l'UE a eu lieu le 23 juin 2016. Malgré les efforts de Cameron pour négocier un nouvel accord avec l'Union et faire campagne pour le Remain, **la campagne pour le Leave, portée par Boris Johnson et Nigel Farage, qui a capitalisé sur les craintes concernant l'immigration et l'identité nationale, a remporté la victoire avec 51,9 % des voix.** Le résultat du référendum a choqué l'establishment politique et révélé des divisions profondes au sein de la société britannique.

Plusieurs facteurs ont contribué à la victoire du Leave en juin 2016 :

- **Les griefs économiques**, en particulier dans les régions désindustrialisées, ont joué un rôle significatif. De nombreux électeurs dans ces zones estimaient que l'adhésion à l'UE ne leur avait pas été bénéfique et qu'elle avait exacerbé des problèmes tels que l'insécurité de l'emploi et la pression sur les services publics.
- La **campagne Leave a mobilisé efficacement les sentiments nationalistes**, mettant l'accent sur la nécessité de "reprenre le contrôle" des frontières et des lois de Bruxelles.

DIGERER LE BREXIT : UN PROBLEME MAJEUR

LE ROYAUME-UNI ENTRE 2016 ET 2019 : L'ECHEC DES NEGOCIATIONS DU BREXIT AVEC L'UE

La période entre 2016 et 2019 a été l'une des plus turbulentes de l'histoire politique moderne britannique, dominée par les tentatives du Royaume-Uni de négocier sa sortie de l'Union européenne pour donner suite au référendum sur le Brexit. **Le 23 juin 2016, le Royaume-Uni a organisé un référendum sur son adhésion à l'Union européenne, avec 51,9 % des votants optant pour la sortie.** Le Premier ministre David Cameron a démissionné, ouvrant la voie à Theresa May pour prendre les rênes et entamer les négociations sur le Brexit.

Theresa May, qui lui a succédé, a promis de livrer le Brexit malgré avoir fait campagne pour rester dans l'UE. Son mandat a été caractérisé par des luttes internes au sein de son parti et une pression croissante pour négocier un accord de sortie favorable. **Le 29 mars 2017, May a déclenché l'article 50 du Traité sur l'Union européenne, débutant formellement le compte à rebours de deux ans pour le Brexit.** Cette démarche nécessitait de naviguer dans des négociations complexes avec l'UE, qui tenait fermement à maintenir l'intégrité de son marché unique et de son union douanière.

En juillet 2018, **May a présenté le Plan de Chequers, exposant la vision du Royaume-Uni pour sa relation post-Brexit avec l'UE.** Le plan a fait l'objet de vives critiques tant de la part des partisans du Brexit que des Remainers au sein de son parti, conduisant à des démissions de haut niveau, y compris celles du ministre des Affaires étrangères Boris Johnson et du secrétaire au Brexit David Davis.

Le rôle du Parlement britannique dans le Brexit a été crucial mais controversé. Plusieurs votes sur les accords proposés par May ont échoué, entraînant des prolongations répétées de la date limite du Brexit. Ce blocage a mis en évidence les profondes divisions au sein de la classe politique et l'a complexité d'obtenir un consensus sur les termes du Brexit.

L'une des raisons les plus significatives de l'échec des négociations du BREXIT était **la discorde interne au sein du Parti conservateur et du Parlement en général**. Différentes factions au sein du parti avaient des visions divergentes du Brexit, allant d'une rupture complète avec l'UE à une sortie plus douce conservant des liens étroits.

L'UE a maintenu une position unifiée et ferme tout au long des négociations. Des figures clés comme Michel Barnier, le négociateur en chef de l'UE, et Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, ont souligné l'importance de protéger le marché unique et d'assurer qu'aucun État membre ne soit mieux loti en dehors de l'union. L'UE a toujours souligné l'importance de maintenir les quatre libertés fondamentales (libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux). **Toute relation future avec le Royaume-Uni devait respecter ces principes sans possibilité de "cherry-picking"** (choisir certains aspects du marché unique tout en en rejetant d'autres). L'UE a demandé que le Royaume-Uni honore ses engagements financiers pris en tant que membre, ce qui impliquait un règlement financier significatif. Cet aspect, souvent appelé la "facture du Brexit", était essentiel pour l'UE pour couvrir les engagements déjà pris dans le cadre du budget à long terme de l'UE. Une autre priorité pour l'UE était la protection des droits des citoyens européens vivant au Royaume-Uni et des citoyens britanniques vivant dans l'UE. L'UE a insisté sur la nécessité d'assurer la continuité des droits actuels pour ces individus après le Brexit. L'UE a proposé une période de transition pour permettre aux entreprises et aux gouvernements de s'adapter à la nouvelle relation. Pendant cette période, le Royaume-Uni continuerait de respecter les règles de l'UE sans participer à la prise de décision.

L'UE a adopté une stratégie de négociation en deux phases :

- Première Phase : Conclure un accord de retrait couvrant les principales questions de séparation (facture du BREXIT, droits des citoyens, et frontière irlandaise).
- Deuxième Phase : Discuter de la relation future une fois que des progrès suffisants auraient été réalisés sur l'accord de retrait.

Les négociateurs de l'UE ont régulièrement informé les États membres et le Parlement européen, maintenant ainsi un haut degré de transparence et d'unité.

Enfin dernier point, le leadership de May a été semé d'embûches. Son **incapacité à obtenir une majorité parlementaire lors des élections générales anticipées de 2017 a affaibli sa position de négociation**. Le manque de consensus au sein de son propre cabinet a également sapé ses efforts pour présenter une stratégie cohérente à l'UE.

La question de la frontière irlandaise est devenue un enjeu critique et controversé. L'accord du Vendredi saint, qui a apporté la paix en Irlande du Nord, nécessitait une frontière ouverte entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande. Trouver une solution respectant cet accord tout en permettant au Royaume-Uni de quitter l'union douanière s'est avéré très difficile.

La période de 2016 à 2019 a été marquée par un drame politique intense, une incertitude économique et des changements géopolitiques significatifs alors que le Royaume-Uni luttait pour naviguer dans les complexités de la négociation de sa sortie de l'UE. Malgré de nombreuses tentatives, le Royaume-Uni a eu du mal à trouver une voie cohérente et acceptable, menant à l'échec des premières phases des négociations. Cet échec a mis en évidence les profondes divisions au sein de la société britannique et de la classe politique, soulignant les défis de naviguer dans un processus aussi monumental et controversé.

LE ROYAUME-UNI SOUS BORIS JOHNSON : UNE APPROCHE CONFLICTUELLE MENANT AU BREXIT FINAL

LA REVOLUTION JOHNSON

Le mandat de Boris Johnson en tant que Premier ministre du Royaume-Uni, de juillet 2019 à septembre 2022, a été marqué par des turbulences politiques significatives et des actions décisives qui ont finalement conduit à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. **Son style de leadership, caractérisé par une approche conflictuelle, a joué un rôle crucial dans la conduite du pays à travers les dernières étapes du Brexit.**

Boris Johnson est devenu Premier ministre le 24 juillet 2019, après la démission de Theresa May en raison de son incapacité à obtenir l'approbation parlementaire pour son accord sur le Brexit. **Johnson, un fervent partisan du Brexit, a remporté l'élection à la tête du Parti conservateur contre Jeremy Hunt, promettant de réaliser le Brexit d'ici le 31 octobre 2019, avec ou sans accord**¹⁰¹¹. Les premières actions de Johnson visaient à démontrer son engagement envers le Brexit. Il a rapidement nommé des Brexiteers clés à son cabinet et a exigé la suppression du filet de sécurité irlandais de l'accord de retrait, une disposition qui avait été un point de friction majeur sous la direction de May.¹²

Dans une décision controversée, Johnson a conseillé à la reine Elizabeth II de proroger le Parlement pendant cinq semaines en septembre 2019, ostensiblement pour préparer un nouveau programme législatif. La Cour

¹⁰ Allen, Nicholas. "Prime ministerial political leadership and the domestic politics of Brexit: Theresa May and Boris Johnson compared." *British Politics*, vol. 18, no. 2, 2023, pp. 214-233.

¹¹ Hickson, K. (2022). *The evolution of policy ideas: A study of policy change in the British Liberal Party*. History Research.

suprême a jugé cette suspension illégale, affirmant qu'elle empêchait le Parlement de remplir ses devoirs constitutionnels pendant une période critique.

La stratégie de négociation de Johnson était notablement agressive. Il a insisté pour renégocier l'accord de retrait, en particulier les dispositions relatives à la frontière irlandaise. Malgré une résistance initiale de l'UE, un accord révisé a été conclu en octobre 2019, remplaçant le filet de sécurité par un nouveau protocole¹³. **Face à l'impasse parlementaire, Johnson a appelé à des élections générales anticipées en décembre 2019.** Le Parti conservateur a remporté une victoire décisive, obtenant une majorité de 80 sièges. Ce mandat a renforcé la position de Johnson, lui permettant de faire adopter l'accord de BREXIT révisé, qui a été approuvé par le Parlement et a conduit à la sortie officielle du Royaume-Uni de l'UE le 31 janvier 2020¹⁴.

La digestion du Brexit a été, dans un premier temps, compliquée pour le Royaume-Uni. En effet, il a fallu pour le Royaume-Uni opérer un nouveau pivot stratégique après celui des années 1970 qui avait conduit le Royaume-Uni à se raccrocher au bloc européen.

Ce nouveau pivot doit composer avec trois dynamiques :

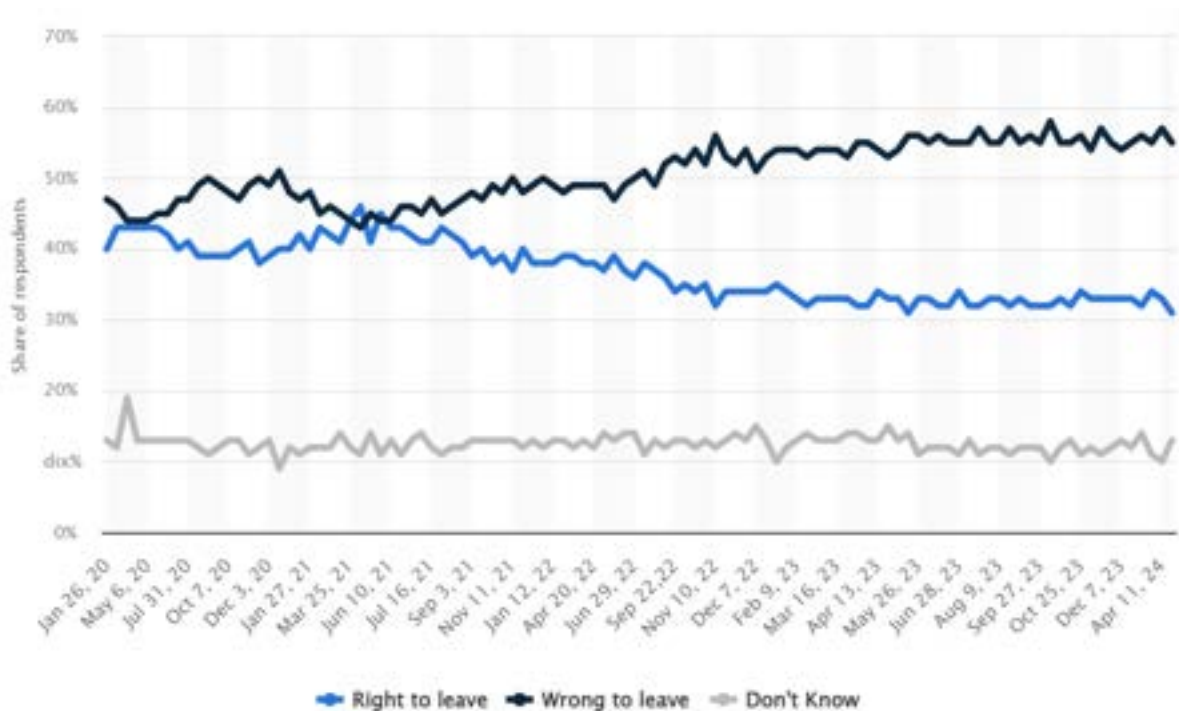
- **Les scénarios économiques de la période post-Brexit** : es études ont indiqué que tous les scénarios post-BREXIT auraient un impact négatif sur l'économie britannique par rapport à la situation de maintien dans l'UE. **L'accord de libre-échange négocié par Johnson devrait réduire le PIB du Royaume-Uni d'environ 4,9 % sur dix ans.** Les effets économiques variaient selon les régions, les zones fortement dépendantes du commerce avec l'UE, comme le Kent et le Surrey, étant les plus touchées.
- **La recomposition des alliances du Royaume-Uni** : le BREXIT a nécessité que le Royaume-Uni recalibre ses relations étrangères. **L'administration de Johnson s'est concentrée sur la négociation de nouveaux accords commerciaux, notamment avec les États-Unis et les pays du Commonwealth.** Cependant, le départ de l'UE signifiait également la perte d'influence au sein des organes de décision européens, nécessitant un pivot stratégique dans la diplomatie mondiale du Royaume-Uni.

¹³ Euronews. *"The Road to Brexit: What Happened in Boris Johnson's First Six Months as UK Prime Minister"*. Disponible sur [Euronews](https://www.euronews.com/fr/brexit).

¹⁴ Ibid.

- **L'acceptation définitive par les responsables politiques et par les Britanniques** : la position ferme sur le BREXIT a conduit à l'expulsion de 21 députés conservateurs qui s'opposaient à un BREXIT sans accord. Ce conflit interne a mis en évidence les profondes divisions au sein du Parti conservateur et du paysage politique britannique plus large concernant le BREXIT. Du côté des Britanniques, ces derniers s'expriment tous en faveur du "wrong decision" (une mauvaise décision), sauf durant une partie du mandat de Boris Johnson.

Figure 1 – Evolution de l'opinion favorable et défavorable au Brexit



Enfin, **ce n'est pas le Brexit qui aura raison de Boris Johnson, mais la gestion de la crise sanitaire**. Dans un premier temps, sa réponse a été plutôt saluée, notamment concernant les pouvoirs d'urgence et le programme de vaccination à l'échelle nationale. Seulement, la gestion de la pandémie a été entachée par des controverses, **notamment le scandale "Partygate", où Boris Johnson et d'autres responsables ont été trouvés en violation des règles de confinement**, conduisant à une crise politique contraignant Boris Johnson à quitter le 10 Downing Street.

LA POLITIQUE DE "GLOBAL BRITAIN" : LE RETOUR A L'ERE VICTORIENNE DE RAYONNEMENT PLANETAIRE ?

Le concept de "Global Britain" a été introduit peu après le référendum sur le Brexit pour exprimer la vision ambitieuse du Royaume-Uni post-Brexit. Sous la direction de Boris Johnson, cette politique visait à repositionner le Royaume-Uni sur la scène mondiale en renforçant ses relations diplomatiques et commerciales au-delà de l'Europe. Ses objectifs sont doubles : **restaurer le statut du Royaume-Uni de nation maritime commerciale de premier plan** en répondant aux réalités géostratégiques contemporaines, notamment avec le basculement du centre de gravité du monde de l'Atlantique Nord à la zone Indopacifique (1) ; et **faire du Royaume-Uni une "superpuissance scientifique et technologique" d'ici 2030**, en augmentant les investissements en recherche et développement et en attirant les meilleurs talents mondiaux (2).

L'ambition du Royaume-Uni est de montrer que le Brexit ne l'a pas isolé, mais au contraire l'a permis de se replacer dans le concert des nations à une échelle plus grande encore, en s'appuyant sur deux axes :

- **Un "tilt" vers l'Indopacifique** sur le modèle du pivot américain opéré sous Barack Obama qui vise à centrer les efforts diplomatiques en Asie de l'Est, en réponse à l'instabilité croissante dans la région et à l'influence grandissante de la Chine. Le déploiement du porte-avions HMS Queen Elizabeth dans l'océan Indien et en Asie de l'Est en est un exemple concret.
- **Un renforcement de l'Alliance Atlantique avec les Etats-Unis et les puissances occidentales** : Johnson a mis l'accent sur l'importance des relations avec les États-Unis, décrivant cette relation comme "la plus précieuse pour les citoyens britanniques". Il a également invité des leaders de l'Australie, de la Corée du Sud et de l'Inde à son sommet du G7 pour renforcer les liens avec ces démocraties. La revue intégrée de sécurité, de défense, de développement et de politique étrangère a souligné l'importance de la sécurité euro-atlantique, plaçant l'OTAN au cœur de la stratégie de défense du Royaume-Uni. Johnson a insisté sur le respect des obligations de l'OTAN, tout en reconnaissant la nécessité de dialoguer avec la Russie pour éviter les confrontations indésirables.

L'approche conflictuelle de Boris Johnson vis-à-vis du Brexit, marquée par des tactiques de négociation agressives et des manœuvres politiques décisives, a finalement réussi à réaliser la sortie du Royaume-Uni de l'UE.

Face à un tel changement, Boris Johnson a essayé de faire digérer le Brexit par une stratégie diplomatique complémentaire : Global Britain. Si elle n'a pas été parfaite, celle-ci est parvenue à atteindre 3 objectifs : **le Royaume-Uni n'a pas été isolé malgré son départ de l'Union européenne** (1) ; **l'alliance avec les Etats-Unis a été préservée comme l'a démontré l'affaire AUKUS** (2) ; et **cette stratégie correspond parfaitement aux mutations mondiales et a permis au Royaume-Uni d'avoir un coup d'avance sur les autres Etats européens dans l'Indopacifique** (3). En revanche, le divorce trop brutal avec l'Union européenne a conduit les successeurs de Boris Johnson à revenir à une sorte d'euro-progressisme.

LA PARENTHÈSE DE LA CATASTROPHE LIZ TRUSS

Le mandat de Liz Truss en tant que Première ministre, le plus court de l'histoire britannique, s'est étendu du 6 septembre 2022 au 25 octobre 2022. Cette période a été marquée par une instabilité politique significative, une instabilité économique et une série d'erreurs qui ont finalement conduit à sa démission. **Elle est devenue Première ministre après avoir remporté l'élection à la tête du Parti conservateur contre Rishi Sunak.** Son ascension au pouvoir a été facilitée par ses promesses de réformes économiques audacieuses, notamment des réductions d'impôts significatives et une déréglementation destinée à stimuler la croissance. Toutefois, ces promesses se sont rapidement avérées problématiques face aux réalités économiques.

La stratégie économique de Truss, souvent appelée "Trussonomics", impliquait des réductions d'impôts agressives et une augmentation des emprunts publics pour stimuler la croissance. Elle s'inspire ainsi des remèdes de Margareth Thatcher arrivée à la tête du Gouvernement à la suite des crises pétrolières et de la crise économique des années 1970. **Seulement, elle est un « thatchérisme bas de gamme ».** L'ambition de Liz Truss est d'opérer une nouvelle révolution libérale pour libérer les énergies des Britanniques et sortir de la crise économique consécutive de la crise sanitaire et de la crise énergétique liée à la guerre en Ukraine.

Le mini-budget du chancelier Kwasi Kwarteng en septembre 2022 a dévoilé ces plans, conduisant immédiatement à une tourmente sur les marchés financiers. La livre sterling a chuté à des niveaux historiquement bas et les rendements des obligations d'État ont grimpé en flèche, indiquant une perte de confiance des investisseurs dans la stabilité fiscale du Royaume-Uni.

La réaction contre les politiques économiques de Truss a été rapide et sévère. **Les membres de son propre parti, des experts financiers et des observateurs internationaux ont critiqué les plans.** Le chaos du marché qui en a résulté a forcé Truss à faire une série de volte-face, y compris l'annulation des réductions d'impôts proposées. Le limogeage de Kwarteng et la nomination de Jeremy Hunt en tant que nouveau chancelier ont encore érodé sa crédibilité. Le cabinet de Truss a vu plusieurs démissions de haut niveau au cours de son bref mandat. La démission de la ministre de l'Intérieur Suella Braverman, invoquant des préoccupations sur le leadership et la direction de Truss, a souligné les profondes divisions et le manque de confiance au sein du Parti conservateur (theweek).

Les annonces économiques de Truss ont immédiatement entraîné une volatilité significative sur les marchés. **La livre sterling a atteint son plus bas niveau face au dollar depuis des décennies, et le coût des emprunts publics a considérablement augmenté.** Cette volatilité était principalement due à la crainte que les réductions d'impôts non financées n'augmentent considérablement le déficit et la dette du Royaume-Uni. **Le mandat de Truss a coïncidé avec une aggravation de la crise du coût de la vie au Royaume-Uni.** Les prix de l'énergie montaient en flèche, l'inflation était élevée et les salaires réels stagnaient. Les plans initiaux de son gouvernement n'ont pas permis de répondre efficacement à ces problèmes, et les volte-face politiques qui ont suivi ont créé une incertitude et une instabilité supplémentaires.

Avec sa débâcle économique, **le mandat de Liz Truss a été une catastrophe pour le parti Conservateurs qui enregistre ses pires intentions de vote, tombant à près de 20% d'opinions favorables.** D'autant plus que la nature chaotique du mandat de Truss a approfondi les divisions au sein du Parti conservateur.

RISHI SUNAK : UNE SYNTHÈSE ENTRE CAMERON ET JOHNSON QUI NE SEDUIT PAS LES ÉLECTEURS CONSERVATEURS

Le mandat de Rishi Sunak en tant que Premier ministre du Royaume-Uni, débuté le 25 octobre 2022, a été caractérisé par des tentatives d'équilibrer le conservatisme économique de David Cameron avec le populisme de Boris Johnson. Rishi Sunak a gagné en notoriété au sein du Parti conservateur sous le mandat de Boris Johnson, en tant que Chancelier de l'Échiquier de 2020 à 2022. Sa candidature au leadership en octobre 2022 est survenue après le mandat bref et tumultueux de Liz Truss, dont les politiques économiques ont causé une instabilité significative sur les marchés. La promesse de Sunak de restaurer la stabilité et la crédibilité a été cruciale pour son ascension au poste de Premier ministre.

UN PRAGMATISME ÉCONOMIQUE QUI NE CONVAINC PAS LES BRITANNIQUES

Les politiques économiques de Sunak visaient à équilibrer la responsabilité fiscale avec la croissance. **Contrairement aux réductions d'impôts agressives de Truss, Sunak s'est concentré sur la stabilisation de l'économie par une gestion fiscale prudente.** Ses propositions budgétaires incluaient des ajustements fiscaux modérés et un objectif de réduction du déficit. **La gestion du projet de ligne ferroviaire High-Speed 2 (HS2) est devenue une question contentieuse.** Le gouvernement de Sunak a fait face à des critiques pour envisager la réduction de l'ampleur du projet, une décision perçue comme sapant l'engagement du gouvernement envers le développement régional et les promesses de "nivellement".

Cependant, ces mesures ont été critiquées pour ne pas avoir traité efficacement la crise immédiate du coût de la vie qui s'était envolé sous le mandat de Liz Truss (+22%). En effet, malgré les efforts pour stabiliser l'économie, les politiques de Sunak ont été critiquées pour ne pas avoir suffisamment abordé les difficultés économiques immédiates rencontrées par le public. L'inflation croissante, les prix de l'énergie élevés et les salaires stagnants ont continué d'affecter le Royaume-Uni, entraînant un mécontentement généralisé. En revanche, **il convient de souligner que les indicateurs économiques sont en voie d'amélioration : l'inflation n'a progressé que de 2,3 % en avril sur un an, contre 3,2 % au mois de mars.**

Finalement, **Rishi Sunak se retrouve dans une situation comparable à celle de Joe Biden** : des indicateurs macro-économiques en voie d'amélioration, mais une incapacité à enrayer la paupérisation des classes moyennes et populaires, générant un mécontentement de la population.

LA RECHERCHE D'UNE SYNTHÈSE ENTRE CAMERON ET JOHNSON SUR LA STRATÉGIE INTERNATIONALE

Rishi Sunak est à la recherche d'un compromis entre l'euro-pragmatisme de David Cameron et le Global Britain de Boris Johnson, dont il acte l'échec relatif quelques années après le lancement de cette nouvelle stratégie.

De David Cameron, qu'il nomme ministre des Affaires étrangères, il reprend la nécessité de maintenir des liens moins conflictuels avec l'Union européenne. En effet, l'un des mouvements significatifs du mandat de Sunak a été la nomination de l'ancien Premier ministre David Cameron en tant que ministre des Affaires étrangères. Cette décision visait à tirer parti de l'expérience de Cameron et à stabiliser le gouvernement, mais elle a également mis en évidence des divisions internes et attiré des critiques en raison des activités de lobbying controversées de Cameron après son mandat.

Du Global Britain de Boris Johnson, il reprend son virage vers l'Indopacifique. En effet, la politique étrangère de Sunak a marqué un

tournant par rapport à "l'ère dorée" des relations Royaume-Uni-Chine promue par Cameron. Rishi Sunak a adopté une approche plus prudente, reconnaissant le paysage géopolitique complexe et s'alignant plus étroitement avec les États-Unis et d'autres alliés traditionnels. Ce pivot reflète un changement conservateur plus large vers une position plus critique vis-à-vis de la Chine. En ligne avec ses prédécesseurs, Sunak a souligné l'importance du rôle du Royaume-Uni dans l'OTAN et son engagement envers la sécurité internationale. La révision des politiques de défense visait à garantir la préparation militaire du Royaume-Uni dans un environnement mondial en rapide évolution.

UN PARTI DES TORIES TOUJOURS AUTANT DIVISÉ

Rishi Sunak n'a pas pu réparer l'explosion du parti des Conservateurs après le mandat de Liz Truss. D'autant plus que **le Parti conservateur a connu des conflits internes significatifs sous le mandat de Sunak.** La nomination de David Cameron et le limogeage de la ministre de l'Intérieur Suella Braverman ont été perçus comme des mouvements pour consolider le pouvoir, mais ils ont également mis en évidence les divisions internes du parti. Cette instabilité a contribué à une perte de confiance du public dans le Parti conservateur.

En effet, Rishi Sunak ne maîtrise pas sa majorité parlementaire ce qui l'empêche d'obtenir des résultats pour les Britanniques. Sur ce point, il peut remercier sa prédécesseuse qui a laissé le pays ingouvernable. **La majorité des 344 députés Tories est fragmentée et polarisée. D'une part, elle est fragmentée en 3 blocs : un bloc centriste d'environ 150 députés, dont une soixantaine proche de Liz Truss ; un bloc de droite dure d'environ 60 députés incarnés par l'ex-ministre de l'Intérieur Suella Braverman ; et un ventre mou d'environ 120 députés qui fluctuent selon les sujets.** D'autre part, elle est polarisée entre des points de vue irréconciliables. Les premiers sont partisans de l'accélération des réformes économiques et de l'accueil de travailleurs immigrés légaux pour relancer la croissance économique (+0,1% en 2023), tandis que les seconds estiment que le pays doit accomplir la promesse du Brexit, à savoir la protection économique et migratoire des

Britanniques. Rishi Sunak est donc contraint sur chaque projet de loi à devoir composer avec une majorité irréconciliable ce qui ralentit son action gouvernementale comme sur le projet de Loi Rwanda.

ELECTIONS GENERALES DU 4 JUILLET 2024 : VERS LA FIN DES CONSERVATEURS ?

UNE DECISION QUI A PRIS TOUT LE MONDE DE COURT

Les élections générales anticipées au Royaume-Uni ont pris de nombreux observateurs et citoyens par surprise. Ces élections, convoquées en dehors du cycle régulier de 5 ans (on attendait des élections à l'automne), sont le résultat de crises politiques et de changements significatifs dans la dynamique parlementaire.

Les élections générales britanniques se déroulent selon le mode de scrutin appelé "First-Past-The-Post" (FPTP), ou "scrutin majoritaire uninominal à un tour". Il y a 650 circonscriptions électorales, chacune élisant un membre du Parlement (MP) pour la Chambre des communes. Les électeurs de chaque circonscription votent pour un seul candidat, et le candidat qui obtient le plus grand nombre de voix dans une circonscription est élu MP, même s'il ne recueille pas la majorité absolue des suffrages. Il n'y a pas de second tour dans ce système, ce qui signifie que le candidat avec le plus de votes l'emporte directement.

En termes de stratégie électorale, le système FPTP conduit les partis à se concentrer sur les circonscriptions marginales, où la course est serrée et où un petit nombre de votes peut faire la différence. C'est pourquoi il est important de s'intéresser aux circonscriptions qui peuvent basculer, car elles traduiront une dynamique électorale nationale.

LES EVENEMENTS MENANT AUX ELECTIONS ANTICIPEES

Partygate et crise politique :

Depuis la fin de 2021, **le Parti conservateur a été secoué par une série de scandales**, notamment le Partygate, où des membres du gouvernement ont été accusés de violer les règles de confinement COVID-19. Ces scandales ont érodé la confiance du public dans le gouvernement de Boris Johnson, créant une instabilité politique significative.

Les scandales et la gestion controversée de la pandémie ont conduit à une baisse significative du soutien public pour le Parti conservateur. Le Parti travailliste, dirigé par Keir Starmer, a profité de cette situation, menant régulièrement dans les sondages depuis la fin de 2021.

Les élections locales de 2022 et 2023 ont vu le Parti conservateur subir des pertes importantes, tandis que le Parti travailliste et les Libéraux démocrates faisaient des gains significatifs. Ces résultats ont reflété le mécontentement croissant du public envers le gouvernement conservateur. Les élections locales de 2024 ont confirmé cette tendance, avec le Parti travailliste devenant le parti ayant le plus de membres élus au gouvernement local pour la première fois depuis 2002 (POLITICO).

Réforme de la Loi sur les Parlements à Durée Fixe :

Le Parti conservateur avait inclus dans son manifeste de 2019 un engagement à abroger la Loi sur les Parlements à Durée Fixe de 2011, qui imposait des élections générales tous les cinq ans. En mars 2022, la Loi sur la dissolution et la convocation du Parlement de 2022 est entrée en vigueur, permettant de nouveau au Premier ministre de

demander à la monarchie de dissoudre le Parlement et de convoquer des élections anticipées avec un préavis de 25 jours ouvrables.

Avec l'absence d'une date d'élection fixe dans la loi, les spéculations étaient nombreuses sur le moment où Rishi Sunak, qui a succédé à Boris Johnson, appellerait à des élections. En décembre 2023, Sunak a déclaré que les élections auraient lieu en 2024. Le 22 mai 2024, après des semaines de spéculations, il a officiellement annoncé que les élections se tiendraient le 4 juillet 2024, avec la dissolution du Parlement prévue pour le 30 mai. Personne ne sait vraiment pourquoi Sunak a annoncé la dissolution si tôt, la seule explication logique est qu'il voulait se replacer au centre du jeu politique, pour ainsi exister au sein du parti conservateur, mais aussi prendre de vitesse ses opposants, de droite comme de gauche, qui n'auraient pas le temps de concentrer leurs efforts et se préparer au mieux pour la campagne.

CAMPAGNE ELECTORALE ET PREPARATION

La campagne électorale a été lancée officiellement avec la dissolution du Parlement le 30 mai 2024. La date choisie pour les élections, le 4 juillet 2024, a marqué la première fois qu'une élection générale était tenue en juillet depuis les élections de 1945. Le délai pour les nominations des candidats était fixé au 7 juin 2024, avec quatre semaines de campagne électorale avant le jour du scrutin.

4 515 candidats ont été nommés, un nombre record pour une élection générale au Royaume-Uni. Cette participation élevée reflète l'importance cruciale de ces élections dans un contexte de crise politique et de changements majeurs dans le paysage politique. Quels sont ainsi les enjeux pour chaque formation politique ?

LE PARTI TRAVAILLISTE BRITANNIQUE : UNE REVOLUTION IDEOLOGIQUE APRES LA DIRECTION DE CORBYN QUI EXPLIQUE SON SUCCES ACTUEL

LA DIRECTION DE JEREMY CORBYN : UN VIRAGE A GAUCHE TOUTE

La direction de Jeremy Corbyn, commencée en septembre 2015, a marqué un virage significatif vers la gauche par rapport aux positions centristes précédentes du Parti travailliste sous des leaders comme Tony Blair et Gordon Brown. Corbyn, un député de longue date connu pour ses politiques anti-austérité et socialistes, a remporté la course à la direction avec une victoire écrasante, soutenu par une vague de nouveaux membres et de partisans attirés par sa promesse d'un Parti travailliste plus radical et axé sur la base.

Sous Corbyn, **les politiques du Labour incluait la renationalisation des services publics, l'opposition aux mesures d'austérité, et une position ferme contre les interventions militaires, comme l'opposition au renouvellement du programme nucléaire Trident et à l'implication dans la guerre civile syrienne.** Malgré sa popularité parmi la base du parti, Corbyn a fait face à une opposition substantielle au sein du parti parlementaire, culminant en un vote de défiance en 2016, qu'il a néanmoins survécu. En d'autres termes, Jeremy Corbyn avait adopté une stratégie proche de celle utilisée par Mélenchon, sans connaître un succès important.

Seulement, cette stratégie "à gauche toute" a abouti à un échec électoral aux élections générales de 2019. En effet, elles ont été un coup dur pour le Parti travailliste. Le Labour n'a obtenu que 32 % des voix, remportant ainsi le plus petit nombre de sièges depuis 1935.

Plusieurs facteurs ont contribué à cette défaite :

- **La direction de Corbyn était un sujet de discorde.** Sa perception de manque de décision, particulièrement sur le Brexit, et la gestion par le parti

des allégations d'antisémitisme sous sa direction étaient des points de critique majeurs.

- **La position du Labour sur le Brexit était perçue comme ambiguë.** La position du parti de négocier un nouvel accord et de le soumettre à un second référendum n'a pas su convaincre les électeurs du Leave comme ceux du Remain.
- Bien que le manifeste fût ambitieux, promettant des dépenses publiques importantes et des nationalisations, **les critiques et les électeurs ont trouvé que beaucoup des engagements étaient "irréalisables".**

L'ARRIVEE DE KEIR STARMER : UN RECENTRAGE DES TRAVAILLISTES

Keir Starmer a pris la direction du Parti travailliste en avril 2020. Starmer, ancien directeur des poursuites publiques, a présenté un contraste frappant avec Corbyn grâce à son approche centriste et pragmatique. Sa direction a marqué un retour à une position plus modérée, visant à reconstruire la confiance avec les électeurs traditionnels du Labour et à attirer un électorat plus large.

Starmer a mis l'accent sur la restauration de la compétence et de l'intégrité au sein du parti. Cela incluait une gestion plus robuste des problèmes internes comme l'antisémitisme et la présentation du Labour comme un gouvernement en attente. Tout en conservant certaines mesures progressistes de Corbyn, **Starmer a modéré l'approche, se concentrant sur des objectifs crédibles et réalisables.** Les politiques incluaient des investissements significatifs dans les services publics, mais avec une stratégie fiscale plus prudente.

Starmer a adopté une position claire sur le Brexit, respectant le résultat tout en plaidant pour une relation étroite avec l'UE. Cette clarté a aidé à regagner le soutien des électeurs qui se sentaient aliénés par l'ambiguïté précédente du Labour. Par ces changements, **les Travaillistes ont pu opérer une remontée dans les sondages, tout en capitalisant sur l'effondrement des Conservateurs auprès des électeurs centristes et modérés.**

En conclusion, la révolution idéologique au sein du Parti travailliste, passant de l'agenda radical de Corbyn à la direction centriste et pragmatique de Starmer, a redonné des perspectives. L'élan actuel du parti dans les sondages indique un fort potentiel pour le Labour de revenir au pouvoir, porté par un accent sur l'intégrité, la compétence et des politiques claires et réalisables.

LES TORIES AU PLUS BAS

Nous avons pu en parler précédemment, mais **le parti conservateur, au pouvoir depuis près de 14 ans, est en bout de course et est à la traîne dans les différents sondages.** Cette baisse sans précédent, qui devrait se traduire par une perte de sièges importantes à la Chambre, n'est pas uniquement la faute de Rishi Sunak, même s'il a échoué à redresser la barre et améliorer l'image des Tories. Cette baisse trouve ses origines dans les différents gouvernements conservateurs que nous avons connu ces dernières années.

Cet effondrement de crédibilité a trois origines :

- **Un effondrement moral**, qui trouve son origine dans les différentes affaires qui ont collé à la peau de Boris Johnson alors qu'il était premier-ministre, avec notamment le partygate, qui a durablement cassé l'image des conservateurs.
- **Un effondrement technique** avec en point d'orgue Liz Truss, même si les mauvais résultats économiques sous Johnson ont aussi joué un rôle. Les Conservateurs ont été plébiscité lors de différentes élections car ils incarnaient l'efficacité économique et financière, attribut qui leur colle à la peau depuis la révolution conservatrice de Thatcher qui a produit de très bons effets. Mais après le Brexit, la réussite économique n'a plus été au rendez-vous, et durant le mandat de Liz Truss, la situation fut catastrophique avec une forte perte de valeur de la livre par exemple. Désormais, les Britanniques ne voient plus dans le parti Conservateur un parti de bon

gestionnaire, ce qui explique le dédain provoqué par les Tories qui ont perdu la confiance des citoyens et se dirigent vers un résultat historiquement bas.

- **Un effondrement en termes d'image, car les promesses du Brexit portées par les Conservateurs n'ont pas été atteintes :**
 - La politique de Global Britain, qui devait permettre un retour à l'influence britannique de jadis, fut un échec et demanda à Sunak de se tourner à nouveau vers l'UE (la seule réussite enregistrée fut concernant l'Ukraine, où Johnson s'est montré influent).
 - Au niveau économique, la sortie de l'Union européenne n'a pas permis de reprendre le contrôle pour améliorer le niveau de vie des Britanniques. Pire, le mandat de Liz Truss a sapé la crédibilité économique des Conservateurs pourtant jugés traditionnellement meilleurs que les Travaillistes sur ce point.
 - Sur le plan de l'immigration, principale raison du Brexit, il n'y a jamais eu autant d'entrées légales (plus de 1 million de personnes) et un solde migratoire aussi important (+ 600 000 personnes). Les déboutés du droit d'asile ne sont pas non plus réellement expulsés. La promesse de reprendre le contrôle pour choisir l'immigration plutôt que la subir n'a pas été atteinte grâce au Brexit.

Ce dernier point sur la politique migratoire est le pire pour Rishi Sunak et les Conservateurs. En témoignent les chiffres du nombre d'entrées légales et illégales au Royaume-Uni depuis 1990 :

1990	1995	2000	2005	2010	2015	2019	2022	2023
250 000	312 000	480 000	567 000	604 000	665 000	770 000	1 160 000	1 175 000

Seulement, en 1990, **le solde net est positif de 36 000 individus contre désormais plus de 600 000 en 2023**, deux fois supérieurs au solde net en 2015 avant le vote du Brexit.

Ainsi, **les derniers résultats migratoires sont décevants en 2023 au regard de la promesse du Take back control pour deux raisons :**

A l'entrée : les relations avec la France d'Emmanuel Macron sont mauvaises depuis le Brexit, car ce dernier a toujours été un partisan de la ligne du « hard Brexit » alors que depuis 1991, le traité du Touquet dispose que la France assume la gestion de la frontière maritime dans la Manche pour le compte du Royaume-Uni. Or, environ 50 000 personnes traversent chaque année la Manche.

- L'arrivée de Rishi Sunak a amélioré la donne avec la signature en 2023 d'un accord de coopération débloquent 540 millions d'euros versés par le Royaume-Uni à la France pour lutter contre les *small boats*.

A la sortie : **le Brexit empêche le Royaume-Uni de bénéficier des accords de Dublin pour expulser un débouté du droit d'asile vers le pays où la demande a été réalisée**, principalement en Italie, Espagne et Grèce comme auparavant.

- De ce fait, le Royaume-Uni ne dispose plus de solutions d'expulsion viables depuis le Brexit. Le pays est contraint de régulariser davantage qu'en France les demandeurs du droit d'asile : **112 000 dossiers acceptés soit un taux d'acceptation de 67%**.

Cet effondrement généralisé des Tories, qui devrait se concrétiser avec une perte massive de sièges en comparaison avec 2019, a bénéficié aux partis Travailliste et Reform UK. Mais plus que de simplement bénéficier de la chute des Conservateurs, ceux-ci ont pu la précipiter en apparaissant comme plus cohérent sur de nombreux points.

REFORM UK : VERS L'INSTITUTIONNALISATION DU PARTI DE DROITE POPULISTE ?

Reform UK, un parti politique populiste de droite, a été fondé initialement sous le nom de Brexit Party en novembre 2018. L'objectif principal du parti à sa création était de plaider pour un Brexit sans accord, en capitalisant sur le mécontentement public face à la gestion du processus du Brexit par le gouvernement. Le parti a été lancé officiellement par Nigel Farage, ancien leader du UK Independence Party (UKIP), qui avait été une figure de proue dans la promotion de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Le Brexit Party a connu un succès significatif lors des élections européennes de 2019, remportant 29 sièges et devenant le plus grand parti de la délégation britannique au Parlement européen. Cependant, il n'a pas réussi à obtenir de sièges lors des élections générales de 2019, en partie à cause de sa décision stratégique de ne pas présenter de candidats contre les députés conservateurs en place qui soutenaient le Brexit. Le fait que Boris Johnson ait abandonné son ancien camarade lors de la campagne pour le Brexit a créé en lui une certaine forme de ressentiment, en jouant le jeu lors des élections générales de 2019, Nigel Farage pensait être appelé aux responsabilités par Boris Johnson, qui jouait à fond sur le populisme pour assurer un raz de marée conservateur en 2019, ce qui ne fut pas le cas créant une forme de rancœur.

Après la sortie formelle du Royaume-Uni de l'UE en janvier 2020, l'objectif principal du Brexit Party a été atteint, entraînant un changement de focus. En janvier 2021, le parti a été rebaptisé Reform UK. Ce rebranding faisait partie d'une stratégie plus large visant à aborder ce que le parti considérait comme des problèmes systémiques au sein de la politique et de la gouvernance britanniques, au-delà du seul Brexit.

Reform UK se caractérise par son positionnement populiste de droite. Le parti met l'accent sur la souveraineté nationale, le libéralisme économique et une position ferme contre le politiquement correct et la corruption perçue des élites. Il plaide pour des réformes politiques significatives, y compris des changements au système électoral et à la Chambre des Lords. **Le programme économique de Reform UK inclut des promesses de réduction de l'immigration nette, de soutien à une faible imposition et d'opposition à la politique énergétique de zéro émission nette du gouvernement.** Sous la direction de Nigel Farage et Richard Tice, le parti a critiqué les niveaux élevés de taxation et de régulation, proposant à la place un environnement économique à faible imposition et faible régulation pour stimuler la croissance et l'innovation. En 2024, le manifeste du parti comprend des propositions de réduction des impôts, de réforme du NHS, de

renationalisation partielle des services publics et de mise en œuvre d'une représentation proportionnelle lors des élections. Il plaide également pour le gel de l'immigration non essentielle et le recrutement de policiers supplémentaires.

Après que Nigel Farage ait démissionné de son poste de leader en mars 2021, Richard Tice a pris la relève. Toutefois, **Farage est revenu en tant que leader du parti en juin 2024, juste avant la campagne des élections générales, ce qui a entraîné un regain de soutien pour le parti.** Cela a surpris et a coïncidé avec un regain de forme de Reform UK dans les sondages. En annonçant la dissolution du Parlement, Rishi Sunak pensait prendre Reform de vitesse en l'empêchant de présenter suffisamment de candidats. Dans un premier temps, Farage avait annoncé ne pas mener la bataille électorale et disait vouloir se concentrer sur l'élection américaine, mais fin mai il a annoncé revenir sur sa décision et se présenter. **La stratégie de Sunak a donc échoué et le parti de Farage reste crédité de 15% ou plus des voix.** Le parti prend des voies aux conservateurs et selon les sondeurs, empêche l'élection de députés conservateurs dans certaines circonscriptions.

Bien que le parti n'ait pas encore remporté de sièges à la Chambre des communes, il a vu une augmentation constante du soutien, en particulier après le retour de Farage. **Lors de la campagne pour les élections générales de 2024, les sondages ont indiqué que Reform UK gagnait du terrain, parfois proche du Parti conservateur en termes de soutien.** Reform UK a fait face à plusieurs défis, y compris des conflits internes et des controverses concernant la sélection des candidats. Le parti a expulsé plusieurs candidats potentiels en 2024 en raison de leurs déclarations publiques offensantes, mettant en évidence les difficultés continues à maintenir une image cohésive et respectable.

Le succès de Reform UK peut être attribué à son appel populiste, en particulier sa capacité à canaliser la frustration publique à l'égard de l'establishment politique. La position ferme du parti sur la souveraineté nationale et sa critique de l'élite politique résonnent avec une partie

significative de l'électorat. **La présence médiatique de Nigel Farage et sa capacité à engager les électeurs ont été cruciales pour maintenir la visibilité et le soutien du parti.** Son retour à la direction a été particulièrement impactant pour renforcer le profil du parti pendant les campagnes électorales. Farage, en véritable animal politique, est très présent sur les réseaux sociaux et fait de l'ombre aux conservateurs.

La stratégie du parti de cibler les sièges conservateurs et d'attirer les électeurs conservateurs mécontents l'a positionné comme un acteur significatif à droite de l'échiquier politique. Cette stratégie vise à capitaliser sur le mécontentement lié à la gestion du Brexit et à d'autres problèmes par le Parti conservateur. Ainsi, la politique complaisante de Farage vis-à-vis des conservateurs est terminée, et il assume vouloir prendre des voix aux conservateurs et ainsi participer à leur déroute.

Les récents sondages montrent un regain de forme avec le retour de Farage, mais surtout on promet au parti l'élection d'au moins un député et de récolter de nombreuses voix. **Le parti pourra ensuite s'institutionnaliser grâce aux aides officielles et donc de mieux se projeter dans la durée,** alors qu'il a été longtemps géré depuis la résidence personnelle du seul député UKIP élu, dans la banlieue de Londres. Ainsi, Farage est l'homme en vogue à droite si bien qu'on lui attribue un rôle dans l'explosion à venir du parti conservateur, qui pourrait se faire avaler par Reform via ses membres les plus droitiers. Boris Johnson aurait ainsi créé un monstre qui pourrait venir à bout du parti historique de la droite britannique.

En annexe figure un recensement de la composition de la chambre, circonscription par circonscription¹⁵.

¹⁵ Annexe

COMMENT RECONSTRUIRE LA DROITE BRITANNIQUE ?

LES ENSEIGNEMENTS DU SCRUTIN

Actuellement, **les Tories sont donnés avec 108 sièges, 257 de moins qu'après le raz-de-marée de 2019.**

Nous pouvons en tirer 3 enseignements majeurs.

LES CONSERVATEURS PERDRAIENT PRESQUE TOUTES LES CIRCONSCRIPTIONS DU RED WALL QUE BORIS JOHNSON AVAIT CONQUISE EN 2019

La ligne du "Take Back Control" a permis à Boris Johnson d'opérer une révolution électorale chez les Conservateurs. **En 2019, une trentaine de circonscriptions populaires et rurales issues du Red Wall (donc plutôt travaillistes) avaient été conquises par les Conservateurs.** Il s'agit de circonscriptions dans le Nord autour des régions de Newcastle et de Manchester ainsi que dans le Centre du pays (South Yorkshire, etc.). Il s'agit de circonscriptions que l'on pourrait comparer aux Hauts-de-France ou au Grand-Est en France.

Lors des élections de 2010 et 2015, elles avaient toutes résisté à la vague Conservatrice car le positionnement de David Cameron, plus libéral et pro-ouverture, ne répondait pas aux aspirations de ces populations. Or, en 2024, toutes ces circonscriptions devraient repasser du côté des Travaillistes.

Cela tient pour deux raisons : d'une part, **les travaillistes capitalisent sur leurs propositions économiques et sociales en réintroduisant des thèmes dans le débat public comme le réinvestissement dans les services publics (NHS, école).** D'autre part, **cela tient à la progression de Reform UK qui prend des voix aux Conservateurs leur manquant l'obtention de la**

majorité simple (puisque nous sommes sur un scrutin uninominal à un tour où le premier en nombre de voix l'emporte).

LES CONSERVATEURS PERDRAIENT QUELQUES BASTIONS DU BLUE WALL DANS LE SUD

Le recentrage des Travaillistes sous Starmer et l'évolution sociologique des CSP+ vers un progressisme économique et sociétal a conduit le Labour Party à enregistré de fortes intentions de vote au sein des électors du Blue Wall dans le Sud traditionnellement acquis à la droite (équivalent de la Provence-Alpes-Côte-d'Azur). En effet, il s'agit de circonscriptions marquées par deux caractéristiques : au niveau démographique, une population plus âgée, plus blanche, avec un niveau de revenu moyen/élevé ; et au niveau géographique, des circonscriptions dotées de zones rurales, des banlieues prospères et des petites villes.

Or, des changements dans la composition démographique, tels que l'afflux de jeunes familles et de professionnels travaillant à distance, ont modifié les tendances électorales, à la faveur des Travaillistes. Ces nouveaux arrivants peuvent avoir des perspectives politiques différentes de celles des électeurs traditionnels conservateurs. **Le Parti travailliste, sous la direction de Keir Starmer, cherche à se repositionner comme une alternative modérée et pragmatique, capable de séduire ces électeurs modérés** par des politiques économiques plus centrées sur le bien-être social et les services publics peuvent attirer des électeurs déçus par les politiques d'austérité.

Cela pourrait représenter entre 20 et 40 sièges en fonction de l'ampleur de la vague du Labour. Une telle perte devra conduire les Tories à faire leur examen de conscience.

LES CONSERVATEURS SONT EN TRAIN DE PERDRE LA BATAILLE DE L'OPINION PUBLIQUE A DROITE FACE AU REFORM UK

Reform UK est donné avec 5 sièges (tous pris aux Conservateurs), dont la circonscription portuaire de Clacton où Farage est candidat (sur les 5 sièges, seulement celui de Farage est sûr car le système britannique du First Past the Post rend toute prévision en termes de sièges complexe. Si on prend les

prévisions hautes, Reform UK devrait compter 17 sièges. Cela, avec une certaine importance au niveau du vote national, devrait lui permettre d'exister et d'obtenir des financements nationaux (ce que UKIP et le BREXIT Party n'avaient jamais obtenu).

Les candidats Reform UK prennent des voix aux conservateurs et les empêchent de remporter certains sièges selon les projections, car le Reform UK de Farage fait une très bonne campagne. En effet, la progression d'un parti à la droite des Conservateurs contraint Rishi Sunak également contesté sur sa droite par l'ancienne ministre de l'Intérieur Suella Baverman qu'il a remerciée, à devoir faire campagne à droite, libérant un espace au centre.

QUELLE RECONSTRUCTION POUR LES TORIES ? LE DILEMME SUR LA LIGNE BORIS JOHNSON

La montée du parti Reform UK interroge sur la stratégie électorale des Tories. La ligne de Boris Johnson (populisme populaire de droite) a permis de prolonger la domination des Conservateurs alors que le parti aurait pu être en grande difficulté après la démission de David Cameron tiraillé sur le Brexit.

Seulement, si cette ligne a permis de prolonger la domination des Conservateurs et d'opérer une révolution électorale comme le parti Républicain de Donald Trump aux Etats-Unis en conquérant une partie des classes populaires et moyennes blanches en voie de paupérisation, elle souffre de trois écueils aujourd'hui. Premier écueil, les populismes de droite ont vu leur image s'effriter tant sur la gestion de la crise sanitaire pour laquelle ils ne se sont pas distingués, mais également pour les scandales et les outrances (Partygate, Capitole). Deuxième écueil particulièrement vrai au Royaume-Uni, les résultats économiques et migratoires n'ont pas été suffisamment satisfaisants, ce qui explique pourquoi les Tories se sont fait déborder par une formation politique plus à droite. Enfin dernier écueil, un doute sur l'incarnation existe : peut-on faire du Johnson sans Boris Johnson

? D'autant plus lorsque ce dernier incarne désormais la défaite après avoir été contraint à démissionner par sa majorité.

Ainsi, les Tories doivent répondre à ces trois questions. En y parvenant, trois options s'offrent à eux : **poursuivre avec la ligne de Boris Johnson, avec ou non le soutien de Reform UK** (1), ou tourner le dos à cette ligne pour embrasser soit **une ligne plus centriste et technique sur le modèle du PPE en Espagne ou de la CDU en Allemagne** (2), soit **une ligne plus proche de celle de Giorgia Meloni davantage conservatrice et identitaire mais avec une politique étrangère et économique aseptisée** (3). En d'autres termes, trois options : une ligne populiste de droite "populaire", une ligne populiste de droite "conservatrice" ou une ligne libérale centriste qui acterait la fin de l'épopée des populismes de droite au Royaume-Uni.

OPTION 1 : POURSUIVRE AVEC LA LIGNE DE BORIS JOHNSON

Le Parti Conservateur pourrait se revitaliser en revenant aux remèdes populistes de Boris Johnson. Cela impliquerait un retour à une rhétorique nationaliste et des politiques économiques interventionnistes visant à reconquérir l'électorat ouvrier et les régions du "mur rouge". Seulement, pour faire réémerger cette ligne politique, il est nécessaire de mettre fin aux conflits internes au sein du parti, entre les tendances libérales et celles plus conservatrices.

Avec le parti en désarroi, certaines factions au sein des conservateurs voient un retour au populisme de Boris Johnson comme une stratégie viable pour regagner du soutien. **Cette approche implique de renforcer les politiques qui résonnent avec la base du parti, telles que la souveraineté nationale forte, la rhétorique anti-immigration et le nationalisme économique.** Will Jennings suggère que la meilleure chance de revival du Parti Conservateur pourrait résider dans la récupération de l'énergie populiste apportée par Boris Johnson. Il soutient que la capacité de Johnson à se connecter avec les électeurs sur un plan personnel et ses messages directs pourraient aider les conservateurs à regagner du terrain.

Seulement, cette option stratégique présente deux limites :

- **Boris Johnson reste une figure polarisante au sein du Parti Conservateur.** Alors que certains députés et partisans de la base prônent son retour, d'autres avertissent que son retour pourrait approfondir les divisions internes. En effet, le passé controversé de Johnson et les scandales associés à son administration pourraient resurgir, entraînant un nouvel examen public et médiatique.
- De plus, **un virage net à droite pourrait amplifier le départ des électeurs modérés séduits par un parti travailliste qui s'est recentré.** Opérer un tel virage conduirait les Tories à se couper durablement de certains de ces bastions historiques dans le blue wall et pourrait mener à une tripartition de la vie politique britannique sur le modèle français en transformant les Tories en partie centriste coincé entre Reform UK et le Labour.

Dans cette option, **la question d'une alliance ou une fusion avec le Parti Reform UK se poserait inévitablement.** La montée en puissance de Nigel Farage et du Parti Reform UK représente une menace sérieuse pour les conservateurs. Farage, en tant que leader charismatique et populiste, pourrait attirer un nombre important de députés conservateurs mécontents, conduisant à une prise de contrôle de facto du Parti Conservateur par Reform UK.

Avec la défaite électorale, il est probable que de nombreux députés conservateurs envisagent de rejoindre le Parti Reform UK, surtout ceux qui partagent des positions plus à droite sur des questions comme l'immigration et la souveraineté nationale. Le déclin du Parti Conservateur a commencé avec le scandale du "Partygate" sous le mandat de Boris Johnson, aggravé par l'administration désastreuse de Liz Truss. Le leadership de Rishi Sunak, bien que plus stable, n'a pas réussi à redresser la situation du parti. Initialement appelé le Brexit Party, Reform UK, sous la direction de Nigel Farage puis de Richard Tice, a capitalisé sur la désillusion envers le Parti Conservateur. Reform UK s'est positionné comme le véritable champion du Brexit et une alternative populiste aux conservateurs. Farage, une figure politique vétéran connue pour son charisme et son attrait

populiste, a été importante dans l'orientation stratégique de Reform UK. Bien qu'il n'ait pas été candidat lors des élections de 2024, son influence a été cruciale pour mobiliser le soutien des électeurs conservateurs mécontents.

La possibilité que des députés conservateurs désertent pour rejoindre Reform UK est élevée, notamment parmi ceux qui partagent les vues de Farage sur l'immigration, la souveraineté nationale et la politique économique. Le sentiment de trahison ressenti par beaucoup au sein des rangs conservateurs en raison du virage perçu vers le centre a rendu la position intransigeante de Farage de plus en plus attrayante. Reform UK a réussi à siphonner une partie significative de la base conservatrice, notamment dans les régions ayant fortement soutenu le Brexit. Ce changement a non seulement affaibli les conservateurs mais a également positionné Reform UK comme une force politique redoutable. Certains analystes politiques prédisent que si Farage continue de consolider son influence, Reform UK pourrait dépasser les conservateurs lors des futures élections, les reléguant à la troisième place.

À court terme, le Parti Conservateur est susceptible de connaître une agitation interne significative après les élections de 2024. Les concours de leadership, les débats stratégiques et les défections potentielles domineront l'agenda du parti. La perte d'une direction claire et d'un message cohérent pourrait entraîner d'autres revers électoraux. À plus long terme, le Parti Conservateur fait face à une décision critique : embrasser un virage populiste vers les politiques de Reform UK, mais cette stratégie est très dépendante de la personnalité de Boris Johnson.

OPTION 2 : ADOPTER UNE LIGNE PLUS CENTRISTE ET TECHNIQUE

En cas d'abandon de la ligne de Boris Johnson, le parti des Conservateurs aurait le choix entre deux lignes, soit **une ligne plus centriste et technique sur le modèle du PPE en Espagne ou de la CDU en Allemagne, soit une ligne plus conservatrice et identitaire sur le modèle de Giorgia Meloni.**

Nous l'avons vu, **un virage net à droite pourrait amplifier le départ des électeurs modérés séduits par un parti travailliste qui s'est recentré.** Opérer un tel virage conduirait les Tories à se couper durablement de certains de ces bastions historiques dans le blue wall et pourrait mener à une tripartition de la vie politique britannique sur le modèle français en transformant les Tories en partie centriste coincé entre Reform UK et le Labour.

Afin d'éviter de parvenir à cette situation, **le parti des Conservateurs pourrait opérer un virage centriste, sur le modèle de la CDU ou du PP en Espagne et en miroir sur le modèle du virage du Labour pour disputer un électorat centriste que le Labour devrait récupérer le 4 juillet.** Un tel virage devrait permettre de récupérer la crédibilité qu'ont perdu les conservateurs notamment sur le plan technique et économique.

Il s'agissait du chemin entrepris par Rishi Sunak. Cette option présente malgré tout trois grands écueils : **les Tories seront toujours associés au Brexit alors que les électeurs modérés sont les plus défavorables au Brexit, les Conservateurs sont très nettement divisés sur cette question, une grande partie des responsables politiques ayant émergé après Boris Johnson, comme au sein du Parti Républicain et Donald Trump, et enfin cette ligne peut difficilement parvenir à être majoritaire dans le pays, puisqu'elle devra composer avec un Reform UK très fort et un Labour davantage fréquentable que sous Corbyn.**

Ainsi, cette option pourrait conduire à un déclin progressif de l'influence du Parti Conservateur, avec une érosion continue de sa base électorale. Ce déclin pourrait être accéléré par les divisions internes persistantes et la montée des alternatives populistes qui captent mieux l'humeur publique. Au fur et à mesure que les conservateurs déclinent, d'autres partis sont prêts à combler le vide. Reform UK, avec sa position populiste claire, pourrait séduire les électeurs de droite. Les Libéraux Démocrates et les partis régionaux sont également susceptibles de bénéficier du déclin conservateur, en attirant les intérêts centristes et régionaux.

OPTION 3 : ADOPTER UNE LIGNE PROCHE DE CELLE DE GIORGIA MELONI

Enfin, le parti des Conservateurs pourrait adopter **une ligne plus proche de celle de Giorgia Meloni davantage conservatrice et identitaire mais avec une politique étrangère et économique aseptisée.**

Finalement, **cette offre politique serait un retour aux principes de Thatcher et Cameron.** Le Parti Conservateur mettrait l'accent sur le conservatisme fiscal, les politiques de marché libre et l'inclusivité sociale. Cette approche rejette les stratégies populistes, souvent erratiques, vues sous Boris Johnson, offrant à la place un cadre politique plus stable et prévisible. Seulement, à la différence du modèle Cameron, **cette offre serait complétée d'une ligne beaucoup plus dure et ambitieuse sur les questions sécuritaires et migratoires.**

Seulement, il s'agit pour l'heure du scénario le moins probable pour deux raisons :

- **le Royaume-Uni dispose d'un modèle de société multiculturel proche de celui des Etats-Unis, à la différence des modèles d'Europe du Sud.** Or, la primaire des Républicains a démontré que cette offre politique incarnée par Ron de Santis n'a pas fonctionné lorsqu'elle devait affronter celle national-populaire incarnée par Donald Trump.
- **il manque une incarnation libérale conservatrice.** Or, nous l'avons vu, le parti des Conservateurs vit une crise de leadership. Ainsi, une telle ligne orpheline d'incarnation aurait dû mal à s'imposer face à la ligne national-populaire de Boris Johnson ou la ligne centriste libérale de Liz Truss, même s'il convient de surveiller l'émergence de Suella Braverman qui pourrait prendre de l'importance à la suite de la défaite annoncée de Rishi Sunak.

CONCLUSION

La montée du parti Reform UK interroge sur la stratégie électorale des Tories. La ligne de Boris Johnson (populisme populaire de droite) a permis de prolonger la domination des Conservateurs alors que le parti aurait pu être en grande difficulté après la démission de David Cameron et le Brexit.

Seulement, si cette ligne a permis de prolonger la domination des Conservateurs et **d'opérer une révolution électorale comme le parti Républicain de Donald Trump aux Etats-Unis en conquérant une partie des classes populaires et moyennes blanches en voie de paupérisation**, elle souffre de trois écueils aujourd'hui. Premier écueil, **les populismes de droite ont vu leur image s'effriter tant sur la gestion de la crise sanitaire** pour laquelle ils ne se sont pas distingués, mais également pour les scandales et les outrances (Partygate, Capitole). Deuxième écueil particulièrement vrai au Royaume-Uni, **les résultats économiques et migratoires n'ont pas été suffisamment satisfaisants, ce qui explique pourquoi les Tories se sont fait déborder par une formation politique plus à droite**. Enfin dernier écueil, **un doute sur l'incarnation existe : peut-on faire du Johnson sans Boris Johnson ?**

Ainsi, les Tories doivent répondre à ces trois questions. En y parvenant, trois options s'offrent à eux : **poursuivre avec la ligne de Boris Johnson, avec ou non le soutien de Reform UK** (1), ou tourner le dos à cette ligne pour embrasser soit **une ligne plus centriste et technique sur le modèle du PPE en Espagne ou de la CDU en Allemagne** (2), soit **une ligne plus proche de celle de Giorgia Meloni davantage conservatrice et identitaire mais avec une politique étrangère et économique aseptisée** (3). En d'autres termes, trois options : une ligne populiste de droite "populaire", une ligne populiste de droite "conservatrice" ou une ligne libérale centriste qui acterait la fin de l'épopée des populismes de droite au Royaume-Uni.

Par **Pierre Clairé**, Directeur adjoint des Etudes du Millénaire,

Et **Matthieu HOCQUE**, Directeur adjoint des Etudes du Millénaire. :

ANNEXES : DETAIL ET ANALYSE PAR CIRCONSCRIPTION

DETAIL DU LA COMPOSITION DE LA CHAMBRE

Affiliation	Members		
	Élus en 2019	At dissolution in 2024	Difference
 Conservative	365	344	 21
 Labour	202	205	 3
 SNP	48	43	 5
 Liberal Democrats	11	15	 4
 DUP	8	7	 1
 Sinn Féin	7	7	
 Plaid Cymru	4	3	 1
 SDLP	2	2	
 Alba	N/A	2	 2
 Green (E&W)	1	1	
 Alliance	1	1	
 Workers Party	N/A	1	 1

 Reform UK	0	1	 1
 Speaker	1	1	
 Independent	0	15	 15
<i>Vacant</i>	0	0	
Total	650	650	
Effective total voting	639	638	 1
Majority	87	44	 43

DETAIL DES CIRCONSCRIPTIONS ET RESULTATS ELECTIONS 2019

Constituency	2019 MP	Party	Change
Aberavon	Stephen Kinnock	Labour	Hold
Aberconwy	Robin Millar	Conservative	Hold
Aberdeen North	Kirsty Blackman	SNP	Hold
Aberdeen South	Stephen Flynn	Conservative	Hold
Airdrie and Shotts	Anum Qaisar-Javed	SNP	Hold
Aldershot	Leo Docherty	Conservative	Hold
Aldridge-Brownhills	Wendy Morton	Conservative	Hold
Altrincham and Sale West	Graham Brady	Conservative	Hold
Alyn and Deeside	Mark Tami	Labour	Hold
Amber Valley	Nigel Mills	Conservative	Hold
Angus	Dave Doogan	SNP	Gain from Con

Constituency	2019 MP	Party	Change	
Arfon	Hywel Williams	Plaid Cymru	Hold	
Argyll and Bute	Brendan O'Hara	SNP	Hold	
Arundel and South Downs	Andrew Griffith	Conservative	Hold	
Ashfield	Lee Anderson	Conservative	Gain Lab	from
Ashford	Damian Green	Conservative	Hold	
Ashton-under-Lyne	Angela Rayner	Labour	Hold	
Aylesbury	Rob Butler	Conservative	Hold	
Ayr, Carrick and Cumnock	Bill Grant	Conservative	Gain SNP	from
Banbury	Victoria Prentis	Conservative	Hold	
Banff and Buchan	David Duguid	Conservative	Hold	
Barking	Margaret Hodge	Labour	Hold	
Barnsley Central	Dan Jarvis	Labour	Hold	
Barnsley East	Stephanie Peacock	Labour	Hold	
Barrow and Furness	Simon Fell	Conservative	Gain Lab	from
Basildon and Billericay	John Baron	Conservative	Hold	
Basingstoke	Maria Miller	Conservative	Hold	
Bassetlaw	Brendan Clarke- Smith	Conservative	Gain Lab	from
Bath	Wera Hobhouse	Liberal Democrat	Hold	
Batley and Spen	Tracy Brabin	Labour	Hold	
Battersea	Marsha de Cordova	Labour	Hold	
Beaconsfield	Joy Morrissey	Conservative	Hold	
Beckenham	Bob Stewart	Conservative	Hold	

Constituency	2019 MP	Party	Change	
Bedford	Mohammad Yasin	Labour	Hold	
Belfast East	Gavin Robinson	DUP	Hold	
Belfast North	John Finucane	Sinn Féin	Gain DUP	from
Belfast South	Claire Hanna	SDLP	Gain DUP	from
Belfast West	Paul Maskey	Sinn Féin	Hold	
Bermondsey and Old Southwark	Neil Coyle	Labour	Hold	
Berwick-upon-Tweed	Anne-Marie Trevelyan	Conservative	Hold	
Berwickshire, Roxburgh and Selkirk	John Lamont	Conservative	Hold	
Bethnal Green and Bow	Rushanara Ali	Labour	Hold	
Beverley and Holderness	Graham Stuart	Conservative	Hold	
Bexhill and Battle	Huw Merriman	Conservative	Hold	
Bexleyheath and Crayford	David Evennett	Conservative	Hold	
Birkenhead	Mick Whitley	Labour	Hold	
Birmingham, Edgbaston	Preet Gill	Labour	Hold	
Birmingham, Erdington	Jack Dromey	Labour	Hold	
Birmingham, Hall Green	Tahir Ali	Labour	Hold	
Birmingham, Hodge Hill	Liam Byrne	Labour	Hold	
Birmingham, Ladywood	Shabana Mahmood	Labour	Hold	
Birmingham, Northfield	Gary Sambrook	Conservative	Gain Lab	from
Birmingham, Perry Barr	Khalid Mahmood	Labour	Hold	
Birmingham, Selly Oak	Steve McCabe	Labour	Hold	
Birmingham, Yardley	Jess Phillips	Labour	Hold	

Constituency	2019 MP	Party	Change
Bishop Auckland	Dehenna Davison	Conservative	Gain from Lab
Blackburn	Kate Hollern	Labour	Hold
Blackley and Broughton	Graham Stringer	Labour	Hold
Blackpool North and Cleveleys	Paul Maynard	Conservative	Hold
Blackpool South	Scott Benton	Conservative	Gain from Lab
Blaenau Gwent	Nick Smith	Labour	Hold
Blaydon	Liz Twist	Labour	Hold
Blyth Valley	Ian Levy	Conservative	Gain from Lab
Bognor Regis and Littlehampton	Nick Gibb	Conservative	Hold
Bolsover	Mark Fletcher	Conservative	Gain from Lab
Bolton North East	Mark Logan	Conservative	Gain from Lab
Bolton South East	Yasmin Qureshi	Labour	Hold
Bolton West	Chris Green	Conservative	Hold
Bootle	Peter Dowd	Labour	Hold
Boston and Skegness	Matt Warman	Conservative	Hold
Bosworth	Luke Evans	Conservative	Hold
Bournemouth East	Tobias Ellwood	Conservative	Hold
Bournemouth West	Conor Burns	Conservative	Hold
Bracknell	James Sunderland	Conservative	Hold
Bradford East	Imran Hussain	Labour	Hold
Bradford South	Judith Cummins	Labour	Hold
Bradford West	Naz Shah	Labour	Hold

Constituency	2019 MP	Party	Change
Braintree	James Cleverly	Conservative	Hold
Brecon and Radnorshire	Fay Jones	Conservative	Gain from Lib Dem
Brent Central	Dawn Butler	Labour	Hold
Brent North	Barry Gardiner	Labour	Hold
Brentford and Isleworth	Ruth Cadbury	Labour	Hold
Bridgend	Jamie Wallis	Conservative	Gain from Lab
Bridgwater and West Somerset	Ian Liddell-Grainger	Conservative	Hold
Brigg and Goole	Andrew Percy	Conservative	Hold
Brighton, Kemptown	Lloyd Russell-Moyle	Labour	Hold
Brighton, Pavilion	Caroline Lucas	Green	Hold
Bristol East	Kerry McCarthy	Labour	Hold
Bristol North West	Darren Jones	Labour	Hold
Bristol South	Karin Smyth	Labour	Hold
Bristol West	Thangam Debona	Labour	Hold
Broadland	Jerome Mayhew	Conservative	Hold
Bromley and Chislehurst	Bob Neill	Conservative	Hold
Bromsgrove	Sajid Javid	Conservative	Hold
Broxbourne	Charles Walker	Conservative	Hold
Broxtowe	Darren Henry	Conservative	Gain from Ind
Buckingham	Greg Smith	Conservative	Hold
Burnley	Antony Higginbotham	Conservative	Gain from Lab
Burton	Kate Griffiths	Conservative	Hold

Constituency	2019 MP	Party	Change	
Bury North	James Daly	Conservative	Gain	from Lab
Bury South	Christian Wakeford	Conservative	Gain	from Lab
Caerphilly	Wayne David	Labour	Hold	
Caithness, Sutherland and Easter Ross	Jamie Stone	Liberal Democrat	Hold	
Calder Valley	Craig Whittaker	Conservative	Hold	
Camberwell and Peckham	Harriet Harman	Labour	Hold	
Camborne and Redruth	George Eustice	Conservative	Hold	
Cambridge	Daniel Zeichner	Labour	Hold	
Cannock Chase	Amanda Milling	Conservative	Hold	
Canterbury	Rosie Duffield	Labour	Hold	
Cardiff Central	Jo Stevens	Labour	Hold	
Cardiff North	Anna McMorris	Labour	Hold	
Cardiff South and Penarth	Stephen Doughty	Labour	Hold	
Cardiff West	Kevin Brennan	Labour	Hold	
Carlisle	John Stevenson	Conservative	Hold	
Carmarthen East and Dinefwr	Jonathan Edwards	Plaid Cymru	Hold	
Carmarthen West and South Pembrokeshire	Simon Hart	Conservative	Hold	
Carshalton and Wallington	Elliot Colburn	Conservative	Gain from Lib Dem	
Castle Point	Rebecca Harris	Conservative	Hold	
Central Ayrshire	Philippa Whitford	SNP	Hold	
Central Devon	Mel Stride	Conservative	Hold	
Central Suffolk and North Ipswich	Dan Poulter	Conservative	Hold	
Ceredigion	Ben Lake	Plaid Cymru	Hold	
Charnwood	Edward Argar	Conservative	Hold	

Chatham and Aylesford	Tracey Crouch	Conservative	Hold	
Cheadle	Mary Robinson	Conservative	Hold	
Chelmsford	Vicky Ford	Conservative	Hold	
Chelsea and Fulham	Greg Hands	Conservative	Hold	
Cheltenham	Alex Chalk	Conservative	Hold	
Chesham and Amersham	Cheryl Gillan	Conservative	Hold	
Chesterfield	Toby Perkins	Labour	Hold	
Chichester	Gillian Keegan	Conservative	Hold	
Chingford and Woodford Green	Iain Duncan Smith	Conservative	Hold	
Chippenham	Michelle Donelan	Conservative	Hold	
Chipping Barnet	Theresa Villiers	Conservative	Hold	
Chorley	Lindsay Hoyle	Labour	Hold	
Christchurch	Christopher Chope	Conservative	Hold	
Cities of London and Westminster	Nickie Aiken	Conservative	Hold	
City of Chester	Chris Matheson	Labour	Hold	
City of Durham	Mary Foy	Labour	Hold	
Clacton	Giles Watling	Conservative	Hold	
Cleethorpes	Martin Vickers	Conservative	Hold	
Clwyd South	Simon Baynes	Conservative	Gain from Labour	
Clwyd West	David Jones	Conservative	Hold	
Coatbridge, Chryston and Bellshill	Steven Bonnar	SNP	Hold	
Colchester	Will Quince	Conservative	Hold	
Colne Valley	Jason McCartney	Conservative	Gain from Labour	
Congleton	Fiona Bruce	Conservative	Hold	
Copeland	Trudy Harrison	Conservative	Hold	
Corby	Tom Pursglove	Conservative	Hold	
Cornwall North	Scott Mann	Conservative	Hold	

Coventry North East	Colleen Fletcher	Labour	Hold	
Coventry North West	Taiwo Owatemi	Labour	Hold	
Coventry South	Zarah Sultana	Labour	Hold	
Crawley	Henry Smith	Conservative	Hold	
Crewe and Nantwich	Kieran Mullan	Conservative	Gain from Labour	
Croydon Central	Sarah Jones	Labour	Hold	
Croydon North	Steve Reed	Labour	Hold	
Croydon South	Chris Philp	Conservative	Hold	
Cumbernauld, Kilsyth and Kirkintilloch East	Stuart McDonald	SNP	Hold	
Cynon Valley	Beth Winter	Labour	Hold	
Dagenham and Rainham	Jon Cruddas	Labour	Hold	
Darlington	Peter Gibson	Conservative	Gain from Labour	
Dartford	Gareth Johnson	Conservative	Hold	
Daventry	Chris Heaton-Harris	Conservative	Hold	
Delyn	Rob Roberts	Conservative	Gain from Labour	
Denton and Reddish	Andrew Gwynne	Labour	Hold	
Derby North	Amanda Solloway	Conservative	Gain from Labour	
Derby South	Margaret Beckett	Labour	Hold	
Derbyshire Dales	Sarah Dines	Conservative	Hold	
Devizes	Danny Kruger	Conservative	Hold	
Dewsbury	Mark Eastwood	Conservative	Gain from Labour	
Don Valley	Nick Fletcher	Conservative	Gain from Labour	
Doncaster Central	Rosie Winterton	Labour	Hold	
Doncaster North	Ed Miliband	Labour	Hold	
Dudley North	Marco Longhi	Conservative	Gain from Labour	

Dudley South	Mike Wood	Conservative	Hold	
Dulwich and West Norwood	Helen Hayes	Labour	Hold	
Dumfries and Galloway	Alister Jack	Conservative	Hold	
Dumfriesshire, Clydesdale and Tweeddale	David Mundell	Conservative	Hold	
Dunbartonshire East	Amy Callaghan	SNP	Gain from Lib Dem	
Dunbartonshire West	Martin Docherty-Hughes	SNP	Hold	
Dundee East	Stewart Hosie	SNP	Hold	
Dundee West	Chris Law	SNP	Hold	
Dunfermline and West Fife	Douglas Chapman	SNP	Hold	
Ealing Central and Acton	Rupa Huq	Labour	Hold	
Ealing North	James Murray	Labour	Hold	
Ealing, Southall	Virendra Sharma	Labour	Hold	
Easington	Grahame Morris	Labour	Hold	
East Antrim	Sammy Wilson	DUP	Hold	
East Devon	Simon Jupp	Conservative	Hold	
East Dorset	Michael Tomlinson	Conservative	Hold	
East Ham	Stephen Timms	Labour	Hold	
East Hampshire	Damian Hinds	Conservative	Hold	
East Kilbride, Strathaven and Lesmahagow	Lisa Cameron	SNP	Hold	
East Londonderry	Gregory Campbell	DUP	Hold	
East Lothian	Kenny MacAskill	SNP	Gain from Labour	
East Renfrewshire	Kirsten Oswald	SNP	Gain from Conservative	
East Surrey	Claire Coutinho	Conservative	Hold	
East Worthing and Shoreham	Tim Loughton	Conservative	Hold	
East Yorkshire	Greg Knight	Conservative	Hold	

Eastbourne	Caroline Ansell	Conservative	Gain from Lib Dem
Eastleigh	Paul Holmes	Conservative	Hold
Eddisbury	Edward Timpson	Conservative	Hold
Edinburgh East	Tommy Sheppard	SNP	Hold
Edinburgh North and Leith	Deidre Brock	SNP	Hold
Edinburgh South	Ian Murray	Labour	Hold
Edinburgh South West	Joanna Cherry	SNP	Hold
Edinburgh West	Christine Jardine	Liberal Democrat	Hold
Edmonton	Kate Osamor	Labour	Hold
Ellesmere Port and Neston	Justin Madders	Labour	Hold
Elmet and Rothwell	Alec Shelbrooke	Conservative	Hold
Eltham	Clive Efford	Labour	Hold
Enfield North	Feryal Clark	Labour	Hold
Enfield Southgate	Bambos Charalambous	Labour	Hold
Epping Forest	Eleanor Laing	Conservative	Hold
Epsom and Ewell	Chris Grayling	Conservative	Hold
Erewash	Maggie Throup	Conservative	Hold
Erith and Thamesmead	Abena Oppong-Asare	Labour	Hold
Esher and Walton	Dominic Raab	Conservative	Hold
Exeter	Ben Bradshaw	Labour	Hold
Fareham	Suella Braverman	Conservative	Hold
Faversham and Mid Kent	Helen Whately	Conservative	Hold
Feltham and Heston	Seema Malhotra	Labour	Hold
Filton and Bradley Stoke	Jack Lopresti	Conservative	Hold
Finchley and Golders Green	Mike Freer	Conservative	Hold

Folkestone and Hythe	Damian Collins	Conservative	Hold	
Forest of Dean	Mark Harper	Conservative	Hold	
Foyle	Colum Eastwood	SDLP	Gain from Sinn Féin	
Fylde	Mark Menzies	Conservative	Hold	
Gainsborough	Edward Leigh	Conservative	Hold	
Garston and Halewood	Maria Eagle	Labour	Hold	
Gateshead	Ian Mearns	Labour	Hold	
Gedling	Tom Randall	Conservative	Gain from Labour	
Gillingham and Rainham	Rehman Chishti	Conservative	Hold	
Glasgow Central	Alison Thewliss	SNP	Hold	
Glasgow East	David Linden	SNP	Hold	
Glasgow North	Patrick Grady	SNP	Hold	
Glasgow North East	Anne McLaughlin	SNP	Hold	
Glasgow North West	Carol Monaghan	SNP	Hold	
Glasgow South	Stewart McDonald	SNP	Hold	
Glasgow South West	Chris Stephens	SNP	Hold	
Glenrothes	Peter Grant	SNP	Hold	
Gloucester	Richard Graham	Conservative	Hold	
Gosport	Caroline Dinenage	Conservative	Hold	
Gower	Tonia Antoniazzi	Labour	Hold	
Grantham and Stamford	Gareth Davies	Conservative	Hold	
Gravesham	Adam Holloway	Conservative	Hold	
Great Grimsby	Lia Nici	Conservative	Gain from Labour	
Great Yarmouth	Brandon Lewis	Conservative	Hold	
Greenwich and Woolwich	Matthew Pennycook	Labour	Hold	
Guildford	Angela Richardson	Conservative	Gain from Lib Dem	
Hackney North and Stoke Newington	Diane Abbott	Labour	Hold	

Hackney South and Shoreditch	Meg Hillier	Labour	Hold	
Halesowen and Rowley Regis	James Morris	Conservative	Hold	
Halifax	Holly Lynch	Labour	Hold	
Haltemprice and Howden	David Davis	Conservative	Hold	
Halton	Derek Twigg	Labour	Hold	
Hammersmith	Andy Slaughter	Labour	Hold	
Hampstead and Kilburn	Tulip Siddiq	Labour	Hold	
Harborough	Neil O'Brien	Conservative	Hold	
Harlow	Robert Halfon	Conservative	Hold	
Harrogate and Knaresborough	Andrew Jones	Conservative	Hold	
Harrow East	Bob Blackman	Conservative	Hold	
Harrow West	Gareth Thomas	Labour	Hold	
Hartlepool	Mike Hill	Labour	Hold	
Harwich and North Essex	Bernard Jenkin	Conservative	Hold	
Hastings and Rye	Sally-Ann Hart	Conservative	Gain from Labour	
Havant	Alan Mak	Conservative	Hold	
Hayes and Harlington	John McDonnell	Labour	Hold	
Hazel Grove	William Wragg	Conservative	Hold	
Hemel Hempstead	Mike Penning	Conservative	Hold	
Hemsworth	Jon Trickett	Labour	Hold	
Hendon	Matthew Offord	Conservative	Hold	
Henley	John Howell	Conservative	Hold	
Hereford and South Herefordshire	Jesse Norman	Conservative	Hold	
Hertford and Stortford	Julie Marson	Conservative	Hold	
Hertsmere	Oliver Dowden	Conservative	Hold	
Hexham	Guy Opperman	Conservative	Hold	

Heywood and Middleton Chris Clarkson	Conservative	Gain from Labour
High Peak Robert Largan	Conservative	Gain from Labour
Hitchin and Harpenden Bim Afolami	Conservative	Hold
Holborn and St Pancras Keir Starmer	Labour	Hold
Hornchurch and Upminster Julia Lopez	Conservative	Hold
Hornsey and Wood Green Catherine West	Labour	Hold
Horsham Jeremy Quin	Conservative	Hold
Houghton and Sunderland South Bridget Phillipson	Labour	Hold
Hove Peter Kyle	Labour	Hold
Huddersfield Barry Sheerman	Labour	Hold
Huntingdon Jonathan Djanogly	Conservative	Hold
Hyndburn Sara Britcliffe	Conservative	Gain from Labour
Ilford North Wes Streeting	Labour	Hold
Ilford South Sam Tarry	Labour	Hold
Inverclyde Ronnie Cowan	SNP	Hold
Inverness, Nairn, Badenoch and Strathspey Drew Hendry	SNP	Hold
Ipswich Tom Hunt	Conservative	Gain from Labour
Isle of Wight Bob Seely	Conservative	Hold
Islington North Jeremy Corbyn	Labour	Hold
Islington South and Finsbury Emily Thornberry	Labour	Hold
Islwyn Chris Evans	Labour	Hold
Jarrow Kate Osborne	Labour	Hold
Keighley Robbie Moore	Conservative	Gain from Labour

Kenilworth and Southam	Jeremy Wright	Conservative	Hold	
Kensington	Felicity Buchan	Conservative	Gain from Labour	
Kettering	Philip Hollobone	Conservative	Hold	
Kilmarnock and Loudoun	Alan Brown	SNP	Hold	
Kingston and Surbiton	Ed Davey	Liberal Democrat	Hold	
Kingston upon Hull East	Karl Turner	Labour	Hold	
Kingston upon Hull North	Diana Johnson	Labour	Hold	
Kingston upon Hull West and Hessle	Emma Hardy	Labour	Hold	
Kingswood	Chris Skidmore	Conservative	Hold	
Kirkcaldy and Cowdenbeath	Neale Hanvey	SNP	Hold	
Knowsley	George Howarth	Labour	Hold	
Lagan Valley	Jeffrey Donaldson	DUP	Hold	
Lanark and Hamilton East	Angela Crawley	SNP	Hold	
Lancaster and Fleetwood	Cat Smith	Labour	Hold	
Leeds Central	Hilary Benn	Labour	Hold	
Leeds East	Richard Burgon	Labour	Hold	
Leeds North East	Fabian Hamilton	Labour	Hold	
Leeds North West	Alex Sobel	Labour	Hold	
Leeds West	Rachel Reeves	Labour	Hold	
Leicester East	Claudia Webbe	Independent	Hold	
Leicester South	Jonathan Ashworth	Labour	Hold	
Leicester West	Liz Kendall	Labour	Hold	
Leigh	James Grundy	Conservative	Gain from Labour	
Lewes	Maria Caulfield	Conservative	Hold	
Lewisham Deptford	Vicky Foxcroft	Labour	Hold	
Lewisham East	Janet Daby	Labour	Hold	
Lewisham West and Penge	Ellie Reeves	Labour	Hold	
Leyton and Wanstead	John Cryer	Labour	Hold	
Lichfield	Michael Fabricant	Conservative	Hold	

Lincoln	Karl McCartney	Conservative	Gain from Labour
Linlithgow and East Falkirk	Martyn Day	SNP	Hold
Liverpool Riverside	Kim Johnson	Labour	Hold
Liverpool Walton	Dan Carden	Labour	Hold
Liverpool Wavertree	Paula Barker	Labour	Hold
Liverpool West Derby	Ian Byrne	Labour	Hold
Livingston	Hannah Bardell	SNP	Hold
Llanelli	Nia Griffith	Labour	Hold
Loughborough	Jane Hunt	Conservative	Gain from Labour
Louth and Horncastle	Victoria Atkins	Conservative	Hold
Ludlow	Philip Dunne	Conservative	Hold
Luton North	Sarah Owen	Labour	Hold
Luton South	Rachel Hopkins	Labour	Hold
Macclesfield	David Rutley	Conservative	Hold
Maidenhead	Theresa May	Conservative	Hold
Maidstone and The Weald	Helen Grant	Conservative	Hold
Makerfield	Yvonne Fovargue	Labour	Hold
Maldon	John Whittingdale	Conservative	Hold
Manchester Central	Lucy Powell	Labour	Hold

Manchester Gorton	Afzal Khan	Labour	Hold	
Manchester Withington	Jeff Smith	Labour	Hold	
Mansfield	Ben Bradley	Conservative	Hold	
Meon Valley	Flick Drummond	Conservative	Hold	
Meriden	Saqib Bhatti	Conservative	Hold	
Merthyr Tydfil and Rhymney	Gerald Jones	Labour		
Hold				
Mid Bedfordshire	Nadine Dorries	Conservative	Hold	
Mid Derbyshire	Pauline Latham	Conservative	Hold	
Mid Dorset and North Poole	Michael Tomlinson	Conservative		
Hold				
Mid Norfolk	George Freeman	Conservative	Hold	
Mid Sussex	Mims Davies	Conservative	Hold	
Mid Ulster	Francie Molloy	Sinn Féin	Hold	
Mid Worcestershire	Nigel Huddleston	Conservative		
Hold				
Middlesbrough	Andy McDonald	Labour	Hold	
Middlesbrough South and East Cleveland	Simon Clarke	Conservative		
Hold				
Milton Keynes North	Ben Everitt	Conservative	Hold	
Milton Keynes South	Iain Stewart	Conservative	Hold	
Mitcham and Morden	Siobhain McDonagh	Labour		
Hold				

Mole Valley	Sir Paul Beresford	Conservative	Hold	
Monmouth	David Davies	Conservative	Hold	
Montgomeryshire	Craig Williams	Conservative	Hold	
Moray	Douglas Ross	Conservative	Hold	
Morecambe and Lunesdale	David Morris	Conservative		
Hold				
Morley and Outwood	Andrea Jenkyns	Conservative		
Hold				
Motherwell and Wishaw	Marion Fellows	SNP	Hold	
Na h-Eileanan an Iar	Angus MacNeil	SNP	Hold	
Neath	Christina Rees	Labour	Hold	
New Forest East	Julian Lewis	Conservative	Hold	
New Forest West	Desmond Swayne	Conservative		
Hold				
Newark	Robert Jenrick	Conservative	Hold	
Newbury	Laura Farris	Conservative	Hold	
Newcastle upon Tyne Central	Chi Onwurah	Labour		
Hold				
Newcastle upon Tyne East	Nick Brown	Labour	Hold	
Newcastle upon Tyne North	Catherine McKinnell	Labour		
Hold				
Newcastle-under-Lyme	Aaron Bell	Conservative	Gain	
from Labour				
Newport East	Jessica Morden	Labour	Hold	

Newport West	Ruth Jones	Labour	Hold	
Newry and Armagh	Mickey Brady	Sinn Féin	Hold	
Newton Abbot	Anne Marie Morris	Conservative	Hold	
Normanton, Pontefract and Castleford	Yvette Cooper	Labour		
Hold				
North Antrim	Ian Paisley	DUP	Hold	
North Ayrshire and Arran	Patricia Gibson	SNP	Hold	
North Cornwall	Scott Mann	Conservative	Hold	
North Devon	Selaine Saxby	Conservative	Hold	
North Dorset	Simon Hoare	Conservative	Hold	
North Durham	Kevan Jones	Labour	Hold	
North East Bedfordshire	Richard Fuller	Conservative		
Hold				
North East Cambridgeshire	Stephen Barclay	Conservative		
Hold				
North East Derbyshire	Lee Rowley	Conservative	Hold	
North East Fife	Wendy Chamberlain	Liberal Democrat		
Gain from SNP				
North East Hampshire	Ranil Jayawardena	Conservative		
Hold				
North East Hertfordshire	Oliver Heald	Conservative	Hold	
North East Somerset	Jacob Rees-Mogg	Conservative		
Hold				

North Herefordshire	Bill Wiggin	Conservative	Hold
North Norfolk	Duncan Baker	Conservative	Gain
from Lib Dem			
North Shropshire	Owen Paterson	Conservative	Hold
North Somerset	Liam Fox	Conservative	Hold
North Swindon	Justin Tomlinson	Conservative	Hold
North Thanet	Sir Roger Gale	Conservative	Hold
North Tyneside	Mary Glendon	Labour	Hold
North Warwickshire	Craig Tracey	Conservative	Hold
North West Cambridgeshire	Shailesh Vara	Conservative	
Hold			
North West Durham	Richard Holden	Conservative	
Gain from Labour			
North West Hampshire	Kit Malthouse	Conservative	
Hold			
North West Leicestershire	Andrew Bridgen	Conservative	
Hold			
North West Norfolk	James Wild	Conservative	Hold
North Wiltshire	James Gray	Conservative	Hold
Northampton North	Michael Ellis	Conservative	Hold
Northampton South	Andrew Lewer	Conservative	
Hold			
Norwich North	Chloe Smith	Conservative	Hold

Norwich South	Clive Lewis	Labour	Hold	
Nottingham East	Nadia Whittome	Labour	Hold	
Nottingham North	Alex Norris	Labour	Hold	
Nottingham South	Lilian Greenwood	Labour	Hold	
Nuneaton	Marcus Jones	Conservative	Hold	
Ochil and South Perthshire	John Nicolson	SNP	Gain	
from Conservative				
Ogmore	Chris Elmore	Labour	Hold	
Old Bexley and Sidcup	James Brokenshire	Conservative		
Hold				
Oldham East and Saddleworth	Debbie Abrahams	Labour		
Hold				
Oldham West and Royton	Jim McMahon	Labour		
Hold				
Orkney and Shetland	Alistair Carmichael	Liberal Democrat		
Hold				
Orpington	Gareth Bacon	Conservative	Hold	
Oxford East	Anneliese Dodds	Labour	Hold	
Oxford West and Abingdon	Layla Moran	Liberal Democrat		
Hold				
Paisley and Renfrewshire North	Gavin Newlands	SNP		
Hold				
Paisley and Renfrewshire South	Mhairi Black	SNP	Hold	
Pendle	Andrew Stephenson	Conservative	Hold	
Penistone and Stocksbridge	Miriam Cates	Conservative		
Gain from Labour				

Penrith and The Border	Neil Hudson	Conservative	
Hold			
Perth and North Perthshire	Pete Wishart	SNP	Hold
Peterborough	Paul Bristow	Conservative	Gain from Labour
Plymouth, Moor View	Johnny Mercer	Conservative	
Hold			
Plymouth, Sutton and Devonport	Luke Pollard	Labour	
Hold			
Pontypridd	Alex Davies-Jones	Labour	Hold
Poole	Robert Syms	Conservative	Hold
Poplar and Limehouse	Apsana Begum	Labour	
Hold			
Portsmouth North	Penny Mordaunt	Conservative	
Hold			
Portsmouth South	Stephen Morgan	Labour	Hold
Preseli Pembrokeshire	Stephen Crabb	Conservative	
Hold			
Preston	Mark Hendrick	Labour	Hold
Pudsey	Stuart Andrew	Conservative	Hold
Putney	Fleur Anderson	Labour	Gain from Conservative
Rayleigh and Wickford	Mark Francois	Conservative	
Hold			
Reading East	Matt Rodda	Labour	Hold
Reading West	Alok Sharma	Conservative	Hold
Redcar	Jacob Young	Conservative	Gain from Labour
Redditch	Rachel Maclean	Conservative	Hold

Reigate	Crispin Blunt	Conservative	Hold	
Rhondda	Chris Bryant	Labour	Hold	
Ribble Valley	Nigel Evans	Conservative	Hold	
Richmond (Yorks)	Rishi Sunak	Conservative	Hold	
Richmond Park	Sarah Olney	Liberal Democrat	Gain	
from Conservative				
Rochdale	Tony Lloyd	Labour	Hold	
Rochester and Strood	Kelly Tolhurst	Conservative	Hold	
Rochford and Southend East	James Duddridge	Conservative		
Hold				
Romford	Andrew Rosindell	Conservative	Hold	
Romsey and Southampton North	Caroline Nokes	Conservative		
Hold				
Rossendale and Darwen	Jake Berry	Conservative		
Hold				
Rother Valley	Alexander Stafford	Conservative	Gain	
from Labour				
Rotherham	Sarah Champion	Labour	Hold	
Rugby	Mark Pawsey	Conservative	Hold	
Ruislip, Northwood and Pinner	David Simmonds	Conservative		
Hold				
Runnymede and Weybridge	Ben Spencer	Conservative		
Hold				
Rushcliffe	Ruth Edwards	Conservative	Hold	
Rutland and Melton	Alicia Kearns	Conservative	Hold	

Saffron Walden	Kemi Badenoch	Conservative	Hold	
Salford and Eccles	Rebecca Long-Bailey	Labour	Hold	
Salisbury	John Glen	Conservative	Hold	
Scarborough and Whitby	Robert Goodwill	Conservative		
Hold				
Scunthorpe	Holly Mumby-Croft	Conservative	Gain	
from Labour				
Sedgefield	Paul Howell	Conservative	Gain from	
Labour				
Sefton Central	Bill Esterson	Labour	Hold	
Selby and Ainsty	Nigel Adams	Conservative	Hold	
Sevenoaks	Laura Trott	Conservative	Hold	
Sheffield Central	Paul Blomfield	Labour	Hold	
Sheffield South East	Clive Betts	Labour	Hold	
Sheffield, Hallam	Olivia Blake	Labour	Hold	
Sheffield, Heeley	Louise Haigh	Labour	Hold	
Sheffield, Brightside and Hillsborough	Gill Furniss	Labour		
Hold				
Sherwood	Mark Spencer	Conservative	Hold	
Shipley	Philip Davies	Conservative	Hold	
Shrewsbury and Atcham	Daniel Kawczynski	Conservative		
Hold				
Sittingbourne and Sheppey	Gordon Henderson	Conservative		
Hold				
Skipton and Ripon	Julian Smith	Conservative	Hold	

Sleaford and North Hykeham	Caroline Johnson	Conservative	
Hold			
Slough	Tanmanjeet Singh Dhesi	Labour	Hold
Solihull	Julian Knight	Conservative	Hold
Somerton and Frome	David Warburton	Conservative	
Hold			
South Basildon and East Thurrock	Stephen Metcalfe	Conservative	
Hold			
South Cambridgeshire	Anthony Browne	Conservative	
Hold			
South Derbyshire	Heather Wheeler	Conservative	
Hold			
South Dorset	Richard Drax	Conservative	Hold
South East Cambridgeshire	Lucy Frazer	Conservative	
Hold			
South East Cornwall	Sheryl Murray	Conservative	Hold
South Holland and The Deepings	John Hayes	Conservative	
Hold			
South Leicestershire	Alberto Costa	Conservative	Hold
South Norfolk	Richard Bacon	Conservative	Hold
South Northamptonshire	Andrea Leadsom	Conservative	
Hold			
South Ribble	Katherine Fletcher	Conservative	Hold
South Shields	Emma Lewell-Buck	Labour	Hold
South Staffordshire	Gavin Williamson	Conservative	
Hold			

South Suffolk	James Cartlidge	Conservative	Hold
South Swindon	Robert Buckland	Conservative	Hold
South Thanet	Craig Mackinlay	Conservative	Hold
South West Bedfordshire	Andrew Selous	Conservative	
Hold			
South West Devon	Gary Streeter	Conservative	Hold
South West Hertfordshire	Gagan Mohindra	Conservative	
Hold			
South West Norfolk	Liz Truss	Conservative	Hold
South West Surrey	Jeremy Hunt	Conservative	Hold
South West Wiltshire	Andrew Murrison	Conservative	
Hold			
Southampton, Itchen	Royston Smith	Conservative	
Hold			
Southampton, Test	Alan Whitehead	Labour	Hold
Southend West	David Amess	Conservative	Hold
Spelthorne	Kwasi Kwarteng	Conservative	Hold
St Albans	Daisy Cooper	Liberal Democrat	Gain
from Conservative			
St Austell and Newquay	Steve Double	Conservative	
Hold			
St Helens North	Conor McGinn	Labour	Hold
St Helens South and Whiston	Marie Rimmer	Labour	
Hold			

St Ives	Derek Thomas	Conservative	Hold	
Stafford	Theo Clarke	Conservative	Hold	
Staffordshire Moorlands	Karen Bradley	Conservative		
Hold				
Stalybridge and Hyde	Jonathan Reynolds	Labour		
Hold				
Stevenage	Stephen McPartland	Conservative	Hold	
Stirling	Alyn Smith	SNP	Gain from	
Conservative				
Stockport	Navendu Mishra	Labour	Hold	
Stockton North	Alex Cunningham	Labour	Hold	
Stockton South	Matt Vickers	Conservative	Gain	
from Labour				
Stoke-on-Trent Central	Jo Gideon	Conservative	Gain	
from Labour				
Stoke-on-Trent North	Jonathan Gullis	Conservative		
Gain from Labour				
Stoke-on-Trent South	Jack Brereton	Conservative		
Hold				
Stone	Bill Cash	Conservative	Hold	
Stourbridge	Suzanne Webb	Conservative	Hold	
Strangford	Jim Shannon	DUP	Hold	
Stratford-on-Avon	Nadhim Zahawi	Conservative		
Hold				
Streatham	Bell Ribeiro-Addy	Labour	Hold	
Stretford and Urmston	Kate Green	Labour	Hold	
Stroud	Siobhan Baillie	Conservative	Gain from	
Labour				

Suffolk Coastal	Therese Coffey	Conservative	Hold	
Sunderland Central	Julie Elliott	Labour	Hold	
Surrey Heath	Michael Gove	Conservative	Hold	
Sutton and Cheam	Paul Scully	Conservative	Hold	
Sutton Coldfield	Andrew Mitchell	Conservative	Hold	
Swansea East	Carolyn Harris	Labour	Hold	
Swansea West	Geraint Davies	Labour	Hold	
Tamworth	Christopher Pincher	Conservative	Hold	
Tatton	Esther McVey	Conservative	Hold	
Taunton Deane	Rebecca Pow	Conservative	Hold	
Telford	Lucy Allan	Conservative	Hold	
Tewkesbury	Laurence Robertson	Conservative	Hold	
The Cotswolds	Geoffrey Clifton-Brown	Conservative		
Hold				
The Wrekin	Mark Pritchard	Conservative	Hold	
Thirsk and Malton	Kevin Hollinrake	Conservative	Hold	
Thornbury and Yate	Luke Hall	Conservative	Hold	
Thurrock	Jackie Doyle-Price	Conservative	Hold	
Tiverton and Honiton	Neil Parish	Conservative	Hold	

Tonbridge and Malling	Tom Tugendhat	Conservative	
Hold			
Torbay	Kevin Foster	Conservative	Hold
Torfaen	Nick Thomas-Symonds	Labour	Hold
Totnes	Anthony Mangnall	Conservative	Hold
Tottenham	David Lammy	Labour	Hold
Truro and Falmouth	Cheryl Mackrory	Conservative	
Hold			
Tunbridge Wells	Greg Clark	Conservative	Hold
Twickenham	Munira Wilson	Liberal Democrat	Hold
Tynemouth	Alan Campbell	Labour	Hold
Uxbridge and South Ruislip	Boris Johnson	Conservative	
Hold			
Vale of Clwyd	James Davies	Conservative	Gain
from Labour			
Vale of Glamorgan	Alun Cairns	Conservative	Hold
Vauxhall	Florence Eshalomi	Labour	Hold
Wakefield	Imran Ahmad Khan	Conservative	Gain
from Labour			
Wallasey	Angela Eagle	Labour	Hold
Walsall North	Eddie Hughes	Conservative	Hold
Walsall South	Valerie Vaz	Labour	Hold
Walthamstow	Stella Creasy	Labour	Hold
Wansbeck	Ian Lavery	Labour	Hold

Wantage	David Johnston	Conservative	Hold
Warley	John Spellar	Labour	Hold
Warrington North	Charlotte Nichols	Labour	Hold
Warrington South	Andy Carter	Conservative	Gain from Labour
Warwick and Leamington	Matt Western	Labour	Hold
Washington and Sunderland West	Sharon Hodgson	Labour	Hold
Watford	Dean Russell	Conservative	Hold
Waveney	Peter Aldous	Conservative	Hold
Wealden	Nusrat Ghani	Conservative	Hold
Weaver Vale	Mike Amesbury	Labour	Hold
Wellingborough	Peter Bone	Conservative	Hold
Wells	James Heappey	Conservative	Hold
Welwyn Hatfield	Grant Shapps	Conservative	Hold
Wentworth and Dearne	John Healey	Labour	Hold
West Aberdeenshire and Kincardine	Andrew Bowie	Conservative	Hold
West Bromwich East	Nicola Richards	Conservative	Gain from Labour
West Bromwich West	Shaun Bailey	Conservative	Gain from Labour

West Dorset	Chris Loder	Conservative	Hold	
West Dunbartonshire	Martin Docherty-Hughes	SNP		
Hold				
West Ham	Lyn Brown	Labour	Hold	
West Lancashire	Rosie Cooper	Labour	Hold	
West Suffolk	Matt Hancock	Conservative	Hold	
West Worcestershire	Harriett Baldwin	Conservative		
Hold				
Westminster North	Karen Buck	Labour	Hold	
Wigan	Lisa Nandy	Labour	Hold	
Winchester	Steve Brine	Conservative	Hold	
Windsor	Adam Afriyie	Conservative	Hold	
Wirral South	Alison McGovern	Labour	Hold	
Wirral West	Margaret Greenwood	Labour	Hold	
Witham	Priti Patel	Conservative	Hold	
Witney	Robert Courts	Conservative	Hold	
Woking	Jonathan Lord	Conservative	Hold	
Wokingham	John Redwood	Conservative	Hold	
Wolverhampton North East	Jane Stevenson	Conservative		
Gain from Labour				
Wolverhampton South East	Pat McFadden	Labour		
Hold				
Wolverhampton South West	Stuart Anderson	Conservative		
Gain from Labour				

Worcester	Robin Walker	Conservative	Hold
Workington	Mark Jenkinson	Conservative	Gain
from Labour			
Worsley and Eccles South	Barbara Keeley	Labour	
Hold			
Worthing West	Peter Bottomley	Conservative	Hold
Wrexham	Sarah Atherton	Conservative	Gain
from Labour			
Wycombe	Steve Baker	Conservative	Hold
Wyre and Preston North	Ben Wallace	Conservative	
Hold			
Wyre Forest	Mark Garnier	Conservative	Hold
Wythenshawe and Sale East	Mike Kane	Labour	
Hold			
Yeovil	Marcus Fysh	Conservative	Hold
Ynys Môn	Virginia Crosbie	Conservative	Gain
from Labour			
York Central	Rachael Maskell	Labour	Hold
York Outer	Julian Sturdy	Conservative	Hold

ANALYSE GEOGRAPHIQUE DES CIRCONSCRIPTIONS

ANALYSE DU COMPORTEMENT ELECTORAL DU « RED WALL »

Le "Red Wall" fait référence à un ensemble de circonscriptions dans les Midlands et le Nord de l'Angleterre qui votaient traditionnellement pour le Parti travailliste, mais ont vu des bascules significatives vers le Parti

conservateur lors des élections générales de 2019. Voici une liste détaillée de ces circonscriptions, leur député actuel et les changements de partis politiques au cours des élections récentes.

- Ashfield

Député actuel (2019): Lee Anderson (Conservateur)

Changement: Gain des conservateurs

Élections précédentes:

2017: Gloria De Piero (Travailliste) - Maintien

2015: Gloria De Piero (Travailliste) – Maintien

- Bishop Auckland

Député actuel (2019): Dehenna Davison (Conservateur)

Changement: Gain des conservateurs

Élections précédentes:

2017: Helen Goodman (Travailliste) - Maintien

2015: Helen Goodman (Travailliste) – Maintien

- Blyth Valley

Député actuel (2019): Ian Levy (Conservateur)

Changement: Gain des conservateurs

Élections précédentes:

2017: Ronnie Campbell (Travailliste) - Maintien

2015: Ronnie Campbell (Travailliste) - Maintien

- Bolsover

Député actuel (2019): Mark Fletcher (Conservateur)

Changement: Gain des conservateurs

Élections précédentes:

2017: Dennis Skinner (Travailliste) - Maintien

2015: Dennis Skinner (Travailliste) - Maintien

- Bury North

Député actuel (2019): James Daly (Conservateur)

Changement: Gain des conservateurs

Élections précédentes:

2017: James Frith (Travailliste) - Gain des conservateurs

2015: David Nuttall (Conservateur) - Maintien

- Bury South

Député actuel (2019): Christian Wakeford (Conservateur)

Changement: Gain des conservateurs

Élections précédentes:

2017: Ivan Lewis (Travailliste) - Maintien

2015: Ivan Lewis (Travailliste) - Maintien

- Darlington

Député actuel (2019): Peter Gibson (Conservateur)

Changement: Gain des conservateurs

Élections précédentes:

2017: Jenny Chapman (Travailliste) - Maintien

2015: Jenny Chapman (Travailliste) - Maintien

- Don Valley

Député actuel (2019): Nick Fletcher (Conservateur)

Changement: Gain des conservateurs

Élections précédentes:

2017: Caroline Flint (Travailliste) - Maintien

2015: Caroline Flint (Travailliste) - Maintien

- Dudley North

Député actuel (2019): Marco Longhi (Conservateur)

Changement: Gain des conservateurs

Élections précédentes:

2017: Ian Austin (Travailliste) - Maintien

2015: Ian Austin (Travailliste) - Maintien

- Gedling

Député actuel (2019): Tom Randall (Conservateur)

Changement: Gain des conservateurs

Élections précédentes:

2017: Vernon Coaker (Travailliste) - Maintien

2015: Vernon Coaker (Travailliste) - Maintien

- Great Grimsby

Député actuel (2019): Lia Nici (Conservateur)

Changement: Gain des conservateurs

Élections précédentes:

2017: Melanie Onn (Travailliste) - Maintien

2015: Melanie Onn (Travailliste) - Maintien

- Heywood and Middleton

Député actuel (2019): Chris Clarkson (Conservateur)

Changement: Gain des conservateurs

Élections précédentes:

2017: Liz McInnes (Travailliste) - Maintien

2015: Liz McInnes (Travailliste) - Maintien

- Leigh

Député actuel (2019): James Grundy (Conservateur)

Changement: Gain des conservateurs

Élections précédentes:

2017: Jo Platt (Travailliste) - Maintien

2015: Andy Burnham (Travailliste) - Maintien

- North West Durham

Député actuel (2019): Richard Holden (Conservateur)

Changement: Gain des conservateurs

Élections précédentes:

2017: Laura Pidcock (Travailliste) - Maintien

2015: Pat Glass (Travailliste) - Maintien

- Penistone and Stocksbridge

Député actuel (2019): Miriam Cates (Conservateur)

Changement: Gain des conservateurs

Élections précédentes:

2017: Angela Smith (Travailliste) - Maintien

2015: Angela Smith (Travailliste) - Maintien

- Redcar

Député actuel (2019): Jacob Young (Conservateur)

Changement: Gain des conservateurs

Élections précédentes:

2017: Anna Turley (Travailliste) - Maintien

2015: Anna Turley (Travailliste) - Gain des Libéraux-Démocrates

- Rother Valley

Député actuel (2019): Alexander Stafford (Conservateur)

Changement: Gain des conservateurs

Élections précédentes:

2017: Kevin Barron (Travailliste) - Maintien

2015: Kevin Barron (Travailliste) - Maintien

- Sedgfield

Député actuel (2019): Paul Howell (Conservateur)

Changement: Gain des conservateurs

Élections précédentes:

2017: Phil Wilson (Travailliste) - Maintien

2015: Phil Wilson (Travailliste) - Maintien

- Stockton South

Député actuel (2019): Matt Vickers (Conservateur)

Changement: Gain des conservateurs

Élections précédentes:

2017: Paul Williams (Travailliste) - Gain des conservateurs

2015: James Wharton (Conservateur) - Maintien

- Workington

Député actuel (2019): Mark Jenkinson (Conservateur)

Changement: Gain des conservateurs

Élections précédentes:

2017: Sue Hayman (Travailliste) - Maintien

2015: Sue Hayman (Travailliste) - Maintien

- Wrexham

Député actuel (2019): Sarah Atherton (Conservateur)

Changement: Gain des conservateurs

Élections précédentes:

2017: Ian Lucas (Travailliste) - Maintien

2015: Ian Lucas (Travailliste) - Maintien

Les élections générales de 2019 ont vu des bascules significatives dans les circonscriptions traditionnellement tenues par les travaillistes, beaucoup passant aux conservateurs. Ce changement était particulièrement prononcé dans les circonscriptions du "Red Wall", qui avaient historiquement été des bastions du Parti travailliste.

ANALYSE DU COMPORTEMENT ELECTORAL DU « BLUE WALL »

Le "Blue Wall" fait référence à des zones traditionnellement détenues par les conservateurs, en particulier dans le Sud de l'Angleterre, qui font maintenant face à une pression croissante des Libéraux-Démocrates et des Travaillistes. Bien qu'elles n'aient pas basculé en 2019, elles deviennent de plus en plus compétitives.

Les Midlands

La région des Midlands comprend plusieurs circonscriptions qui étaient des champs de bataille clés en 2019. Beaucoup de ces sièges, traditionnellement détenus par les Travaillistes, ont basculé vers les Conservateurs, contribuant de manière significative à leur majorité globale.

Détail des circonscriptions clés :

1. **West Bromwich East**
 - **Député actuel (2019) :** Nicola Richards (Conservateur)
 - **Changement :** Gain des conservateurs
2. **West Bromwich West**
 - **Député actuel (2019) :** Shaun Bailey (Conservateur)
 - **Changement :** Gain des conservateurs
3. **North Warwickshire**
 - **Député actuel (2019) :** Craig Tracey (Conservateur)
 - **Changement :** Maintien (gagné en 2015)
4. **Mansfield**
 - **Député actuel (2019) :** Ben Bradley (Conservateur)
 - **Changement :** Maintien (gagné en 2017)

Le Nord-Est

Cette région, comme le "Red Wall", comprend des circonscriptions qui étaient historiquement des bastions travaillistes mais ont vu des gains significatifs des conservateurs en 2019.

Détail des circonscriptions clés :

1. **Sedgefield**

- **Député actuel (2019) :** Paul Howell (Conservateur)
- **Changement :** Gain des conservateurs

2. **Redcar**

- **Député actuel (2019) :** Jacob Young (Conservateur)
- **Changement :** Gain des conservateurs

3. **Bishop Auckland**

- **Député actuel (2019) :** Dehenna Davison (Conservateur)
- **Changement :** Gain des conservateurs

Le Nord-Ouest

Le Nord-Ouest a également vu des gains notables des conservateurs en 2019, en particulier dans les circonscriptions détenues par les travaillistes depuis des décennies.

Détail des circonscriptions clés :

1. **Bury North**

- **Député actuel (2019) :** James Daly (Conservateur)
- **Changement :** Gain des conservateurs

2. **Bury South**

- **Député actuel (2019) :** Christian Wakeford (Conservateur)
- **Changement :** Gain des conservateurs

3. **Heywood and Middleton**

- **Député actuel (2019) :** Chris Clarkson (Conservateur)
- **Changement :** Gain des conservateurs

Pays de Galles

Le Pays de Galles compte plusieurs circonscriptions clés où les conservateurs ont fait des percées significatives en 2019, renversant des sièges traditionnellement travaillistes.

Détail des circonscriptions clés :

1. **Wrexham**

- **Député actuel (2019) :** Sarah Atherton (Conservateur)
- **Changement :** Gain des conservateurs
- 2. **Clwyd South**
 - **Député actuel (2019) :** Simon Baynes (Conservateur)
 - **Changement :** Gain des conservateurs
- 3. **Vale of Clwyd**
 - **Député actuel (2019) :** James Davies (Conservateur)
 - **Changement :** Gain des conservateurs
- 4. **Bridgend**
 - **Député actuel (2019) :** Jamie Wallis (Conservateur)
 - **Changement :** Gain des conservateurs

RESULTATS DETAILLES POUR LES REGIONS CLES

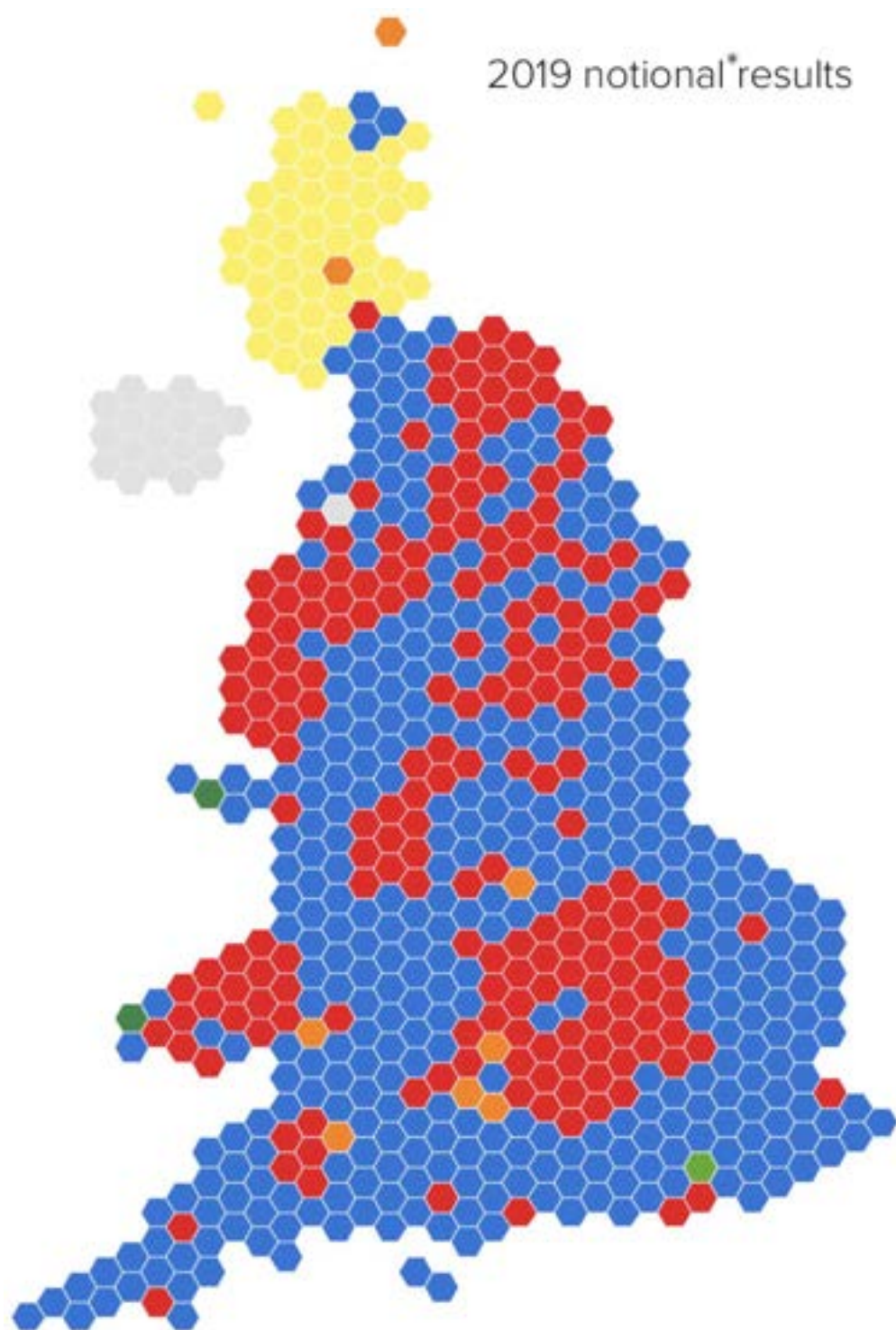
Ci-dessous, un aperçu plus détaillé de certaines de ces circonscriptions clés, leurs députés actuels et les changements de partis politiques au cours des élections récentes.

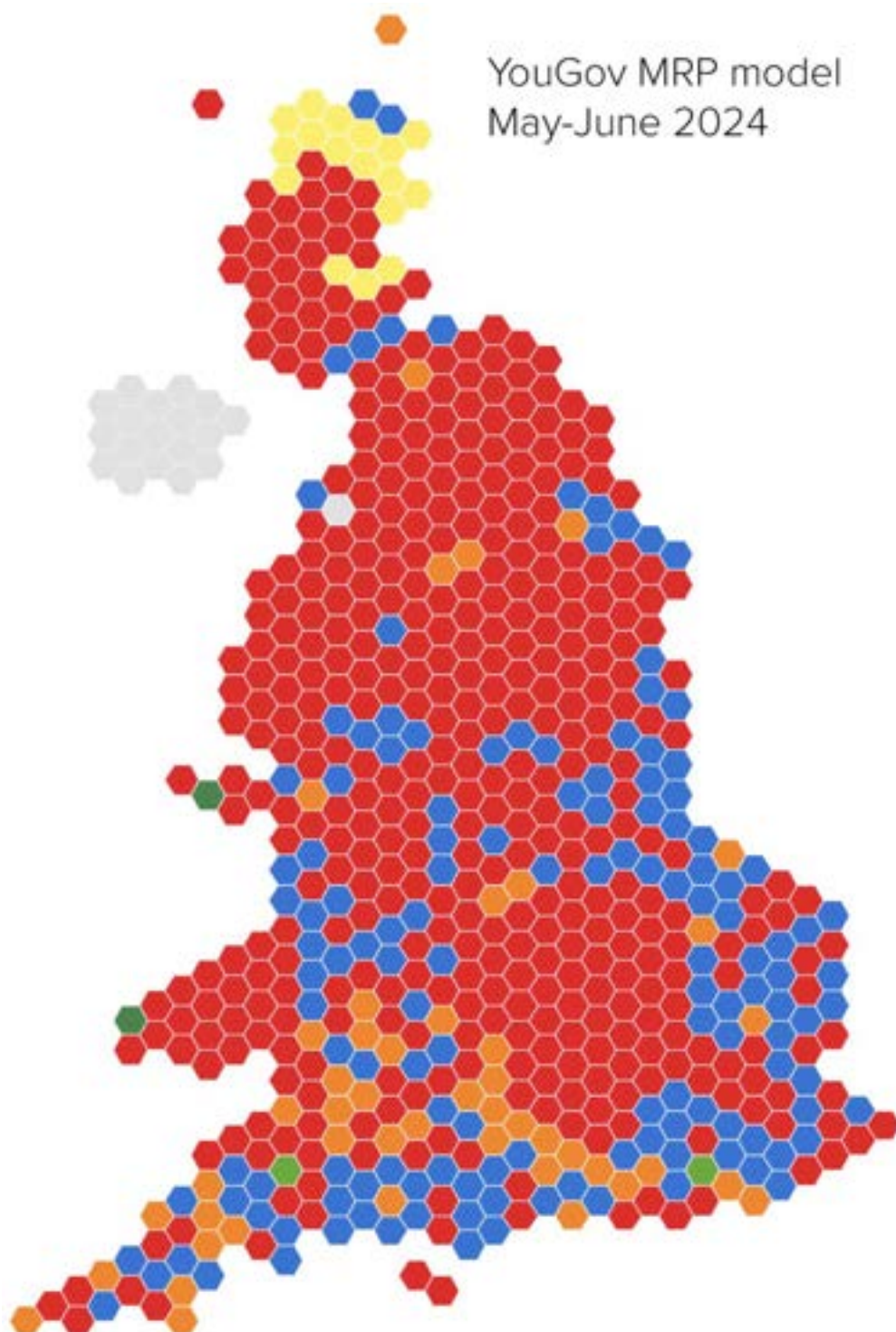
Circonscription	Député 2019	Parti	Changement	Député 2017	Député 2015
West Bromwich East	Nicola Richards	Conservateur	Gain des travaillistes	Tom Watson (Travailliste)	Tom Watson (Travailliste)
West Bromwich West	Shaun Bailey	Conservateur	Gain des travaillistes	Adrian Bailey (Travailliste)	Adrian Bailey (Travailliste)
North Warwickshire	Craig Tracey	Conservateur	Maintien (gagné en 2015)	Craig Tracey (Conservateur)	Dan Byles (Conservateur)
Mansfield	Ben Bradley	Conservateur	Maintien (gagné en 2017)	Ben Bradley (Conservateur)	Alan Meale (Travailliste)
Sedgefield	Paul Howell	Conservateur	Gain des travaillistes	Phil Wilson (Travailliste)	Phil Wilson (Travailliste)

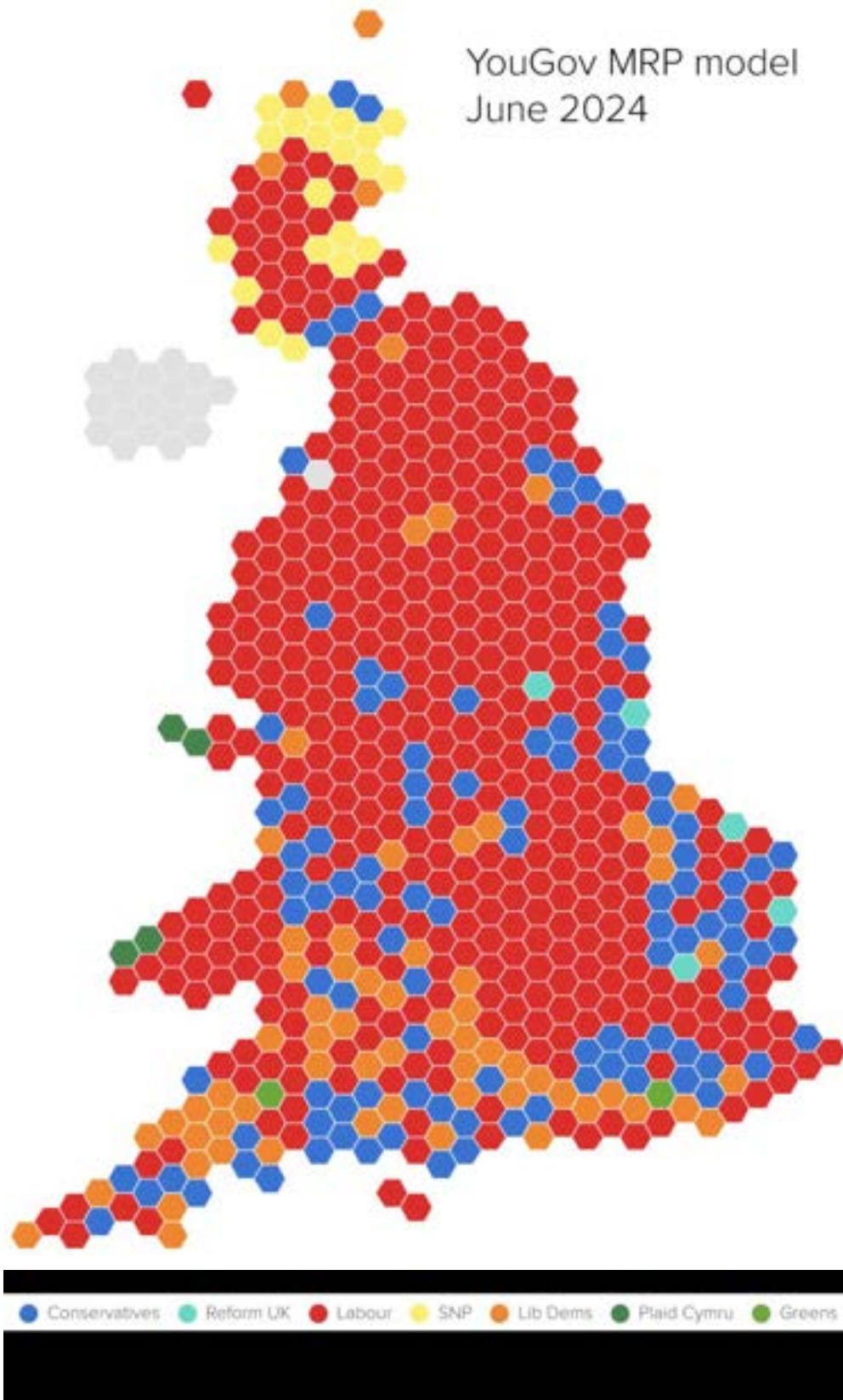
Circonscription	Député 2019	Parti	Changement	Député 2017	Député 2015
Redcar	Jacob Young	Conservateur	Gain des travaillistes	Anna Turley (Travailliste)	Anna Turley (Travailliste)
Bishop Auckland	Dehenna Davison	Conservateur	Gain des travaillistes	Helen Goodman (Travailliste)	Helen Goodman (Travailliste)
Bury North	James Daly	Conservateur	Gain des travaillistes	James Frith (Travailliste)	Nuttall (Conservateur)
Bury South	Christina Wakeford	Conservateur	Gain des travaillistes	Ivan Lewis (Travailliste)	Ivan Lewis (Travailliste)
Heywood and Middleton	Chris Clarkson	Conservateur	Gain des travaillistes	Liz McInnes (Travailliste)	Liz McInnes (Travailliste)
Wrexham	Sarah Atherton	Conservateur	Gain des travaillistes	Ian Lucas (Travailliste)	Ian Lucas (Travailliste)
Clwyd South	Simon Baynes	Conservateur	Gain des travaillistes	Susan Jones (Travailliste)	Elan Jones (Travailliste)
Vale of Clwyd	James Davies	Conservateur	Gain des travaillistes	Chris Ruane (Travailliste)	Davies (Conservateur)
Bridgend	Jamie Wallis	Conservateur	Gain des travaillistes	Madeleine Moon (Travailliste)	Madeleine Moon (Travailliste)

Ces régions sont essentielles pour comprendre les changements d'allégeance politique au Royaume-Uni et les stratégies des principaux partis pour cibler et gagner des sièges clés.

PROJECTIONS AU 4 JUILLET 2024







Crédit photo : [Prime Minister Rishi Sunak visits Blackpool College](#), Number 10, sous license [ATTRIBUTION 2.0 GENERIC](#), via Flickr



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire générale : Marion PARISSET

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clement PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Matthieu HOCQUE

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



Mentions légales : L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.